# **CRITEO SA**

Société anonyme

32 rue Blanche, PARIS 75009, FR

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019



RBB Business Advisors 133 bis, rue de l'Université 75007 Paris Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

# **CRITEO SA**

Société anonyme 32 rue Blanche, PARIS 75009, FR

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de la société CRITEO SA

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CRITEO SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Ŧ	
	ı
	١
	ı
	١

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

# Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

# Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

En l'espèce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : les paragraphes « Recours à des estimations » et « Impôts sur le résultat » de la note 3 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés mentionnent les jugements et estimations significatifs retenus par la Direction, ainsi que les modalités d'évaluation et de comptabilisation du crédit impôt recherche et des impôts différés actifs (note 11 de l'annexe).

Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et jugements, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations et jugements par la Direction, à revoir par sondages les calculs effectués par la Société et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la Société.

Comme indiqué dans ces notes de l'annexe aux comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses, les réalisations étant susceptibles de différer de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

# Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes consolidés adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe établi par le Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés annuels.

### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

#### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion

		2
		- 1
		- 1
		- 1
		- 1
		- 1

# Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

# Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

			э	:r.	
					Ì
					l

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si ces comptes reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

		×	

# Paris et Paris-La Défense, le 2 mars 2020

# Les commissaires aux comptes

RBB Business Advisors

Deloitte & Associés

Jean-Baptiste BONNEFOUX

François BUZY

	E E	

# Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019

# Sommaire

ETAT DU RESULTAT NET	3
ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	4
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	6
ETAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	7
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	8
Note 1 - Description de l'activité	8
Note 2 - Base de préparation	9
Note 3 - Principes et méthodes comptables	11
Note 4 - Faits marquants et évènements significatifs	22
Note 5 - Gestion des risques financiers	24
Note 6 - Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques	27
Note 7 - Nature des charges allouées par fonction	29
Note 8 - Ventilation des charges de personnel	32
Note 9 - Paiement fondé sur des actions	33
Note 10 - Résultat financier	40
Note 11 - Impôts sur les résultats	41
Note 12 - Catégories d'actifs et passifs financiers	45
Note 13 - Goodwill	47
Note 14 - Immobilisations incorporelles	49
Note 15 - Immobilisations corporelles	50
Note 16 - Actifs financiers non courants	50
Note 17 - Contrats de location	51
Note 18 - Créances clients	54
Note 19 - Autres créances d'exploitation	54
Note 20 - Trésorerie et équivalents de trésorerie	55
Note 21 - Reconnaissance du chiffre d'affaires lié à des contrats avec les clients	56
Note 22 - Capital social	58
Note 23 - Résultats par action	59
Note 24 - Avantages du personnel	60
Note 25 - Passifs financiers	62
Note 26 - Endettement net	64
Note 27 - Provisions	65
Note 28 - Autres passifs courants	65
Note 29 - Engagements hors bilan	66
Note 30 - Parties liées	67
Note 31 - Événements postérieurs à la clôture	68

# ETAT DU RÉSULTAT NET

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre, 2019
Chiffre d'affaires	6/21	2 036 465	1 948 947	2 020 115
Coût d'achat des impressions	7	(1 202 011)	(1 130 574)	(1 174 590)
Autres coûts des ventes	7	(107 832)	(111 602)	(104 697)
Marge brute		726 622	706 771	740 828
Frais de recherche et développement	7/8	(154 609)	(151 888)	(153 734)
Frais marketing et commerciaux	7/8	(337 297)	(315 767)	(337 443)
Frais généraux et administratifs	7/8	(112 090)	(114 331)	(124 465)
Résultat opérationnel		122 626	124 785	125 186
Résultat financier	10	(8 441)	(4 305)	(9 388)
Résultat avant impôts		114 185	120 480	115 798
Impôts sur les résultats	11	(28 049)	(39 047)	(34 083)
Résultat Net		86 136	81 433	81 715
- Attribuable aux actionnaires de Criteo SA		81 305	75 304	77 120
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		4 831	6 129	4 595
Résultat par action en €	23	1,25	1,13	1,20
Résultat dilué par action en €	23	1,21	1,12	1,18

# ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre, 2019
Résultat net	86 136	81 433	81 715
Ecarts de conversion, nets d'impôts	(18 220)	24 142	9 338
- Ecarts de conversion	(18 220)	24 142	9 338
- Effet de l'impôt	-	-	_
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, net d'impôts	(77)	776	(1 082
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(91)	1 046	(1 227)
- Effet de l'impôt	14	(270)	145
Résultat global	67 839	106 351	89 971
- Attribuable aux actionnaires de Criteo	63 934	99 029	84 705
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3 905	7 322	5 266

# ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre, 2019
Goodwill	13	197 470	273 259	282 268
Immobilisations incorporelles	14	80 232	97 847	77 340
Immobilisations corporelles	15	134 855	160 708	172 832
Actif financiers non courants	16	16 280	17 869	19 358
Droits d'utilisation - contrats de location	17		J	126 067
Impôts différés actifs	11	20 847	29 447	25 805
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		449 684	579 130	703 670
Clients et comptes rattachés	18	403 651	413 887	425 640
Créances d'impôts sur les résultats	11	7 411	16 923	19 427
Autres créances d'exploitation	19	69 912	66 002	69 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	345 292	318 276	372 751
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		826 266	815 088	886 957
TOTAL DE L'ACTIF		1 275 950	1 394 218	1 590 627
(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre, 2019
Capital	22	1 652	1 693	1 655
Primes		327 279	333 340	303 195
Réserve de Conversion		(2 356)	20 589	29 256
Réserves		327 256	463 403	548 648
Actions propres	4	9-9	(69 741)	(66 551
Résultat de l'exercice		81 305	75 304	77 120
Capitaux propres - part du Groupe		735 136	824 588	893 323
Participations ne donnant pas le contrôle		13 503	21 158	27 274
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLI	DE	748 639	845 746	920 597
Dettes financières - non courantes	25	1 799	2 174	684
Dettes location - non courantes	17	( <del></del> )	_	106 330
Avantages du personnel	24	4 293	4 835	7 553
Autres passifs non courants		2 326	4 459	4 934
Impôts différés passif	11	2 085	9 437	8 142
TOTAL DU PASSIF NON-COURANT		10 503	20 905	127 643
Dettes financières - courantes	25	1 250	889	3 236
Dettes location - courantes	17			40 876
Provisions	27	1 499	2 305	5 681
Fournisseurs et comptes rattachés		347 847	371 508	347 564
Dettes d'impôts sur le résultats		8 336	6 746	3 045
Autres dettes d'exploitation	28	157 876	146 119	141 985
TOTAL DU PASSIF COURANT		516 808	527 567	542 387
TOTAL DU PASSIF	1.0 2.20 8.45	1 275 950	1 394 218	1 590 627

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)	Notes	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Résultat net		86 136	81 433	81 715
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non lié à l'activité		188 146	187 696	212 998
- Amortissement et provisions		92 215	94 786	137 400
- Paiements fondés sur des actions		63 485	56 414	36 621
- Variation des impôts différés		(11 742)	(6 939)	12 577
- Impôts sur le bénéfices de l'exercice		39 791	45 987	21 506
- Dettes locatives - intérêts		=	( <del>-</del>	4 207
- Autres (1)		4 397	(2 552)	687
Variation du besoin en fond de roulement		(6 845)	8 533	5 566
- Clients et comptes rattachés		(68 207)	1 029	790
- Fournisseurs et comptes rattachés		28 858	7 559	(12 420
- Autres créances d'exploitation		(3 000)	3 499	6 802
- Autres dettes d'exploitation (1)		35 504	(3 554)	10 172
- Actifs et dettes relatifs aux contrats de location				222
mpôts sur les sociétés décaissés		(49 928)	(56 789)	(46 530
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		217 509	220 873	253 749
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(96 775)	(106 291)	(88 927
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		494	24	1 442
Acquisitions de titres de participation (cession d'activité), nettes de la trésorerie acquise (cédée)		932	(87 766)	(3 970
/ariation des actifs financiers non courants		1 072	(49)	(1 220)
LUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(94 277)	(194 082)	(92 675
Emissions d'emprunts		3 010	-	===
Remboursement d'emprunts (2)		(79 192)	(817)	(913
Remboursement de dettes locatives <sup>(3)</sup>		_		(54 683
Augmentations de capital		28 301	1 247	1 642
Rachat d'actions propres		-	(70 475)	(52 957)
/ariation des autres dettes financières (1)		(8 595)	13 785	(1 227)
LUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(56 476)	(56 260)	(108 138)
ARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	3740	66 756	(29 469)	52 936
résorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	20	256 447	345 292	318 276
ncidences des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		22 089	2 453	1 539
résorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	20	345 292	318 276	372 751

<sup>(1)</sup> En 2017 et en 2018, le Groupe présente l'impact des opérations de couverture sur les activités financières au niveau du Flux net de trésorerie lié aux activités de financement dans le Tableau de Flux de trésorerie consolidé.

<sup>(2)</sup> Le montant des intérêts payés au 31 Décembre 2019, 2018 et 2017 s'élèvent respectivement à 1,2 millions d'euros, 1,2 millions d'euros et 2,6 million d'euros.

<sup>(3)</sup> Les états financiers au 31 décembre 2018 et 2017 n'ont pas été retraités des effets de l'application d'IFRS 16 Contrats de location (Note 2).

# ÉTAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'auros)	Capital	Primos	Actions propres	Ecans de conversion	Réserves consolidées	Résolut net	Capitaux propres - part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Solde au 1 Janvier 2017	1 599	297 512		14 938	181 669	74 599	570 317	9 245	579 562
Résultat net	7,-7	-	· -	T-2	_	81 305	81 305	4 831	86 136
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	3-0		:	(17 294)	(77)	-	(17 371)	(926)	(18 297
Total des autres éléments du résultat global				(17 294)	(77)	81 305	63 934	3 905	67 839
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-			-	74 599	(74 599)	770		
Augmentation de capital	43	29 767	-		-		29 810	2000	29 810
Paiements fondés sur des actions		***			61 622		61 622	353	61 975
Autres "	10		120	=-	9 443		9 453	-	9 453
Solde au 31 décembre 2017	1 652	327 279	10 N	(2 356)	327 256	81 305	735 136	13 503	748 639
Résultat net	S-	-	-	_		75 304	75 304	6 129	81 433
Autres éléments du résultat global, net d'impôt	-	<del></del>	₹—	22 949	776		23 725	1 193	24 918
Total des autres éléments du résultat global	_		-	22 949	776	75 304	99 029	7 322	106 351
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-		-	-	81 305	(81 305)		-	_
Augmentation de capital	3	2 499	-		-		2 502	-	2 502
Paiements fondés sur des actions	122	===	-	:=:	54 826	-	54 826	333	55 159
Action propres (2)	277	-	(70 475)	01		-	(70 475)	-	(70 475)
Autres	38	3 562	734	(4)	(760)		3 570		3 570
Solde au 31 décembre 2018	1 693	333 340	(69 741)	20 589	463 403	75 304	824 588	21 158	845 746
Résultat net	-	_		-	-	77 120	77 120	4 595	81 715
Autres éléments du résultat global, net d'impôt		_	201	8 667	(1 082)	-	7 585	671	8 256
Total des autres éléments du résultat global	744	-	-	8 667	(1 082)	77 120	84 705	5 266	89 971
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	75 304	(75 304)		-	-
Augmentation de capital	2	1 634	(52 957)		-	-	(51 321)	100	(51 321)
Paiements fondés sur des actions	-575	-	375	-	35 192	-	35 192	190	35 382
Actions propres (Z)	(40)	(31 779)	56 147		(24 328)		i +- i	- 1	-
Autres	-	-	120	=	159	===	159	660	819
Solde au 31 décembre 2019	1 655	303 195	(66 551)	29 256	548 648	77 120	893 323	27 274	920 597

<sup>(1)</sup> Complément de prix lié à l'acquisition de Storetail Marketing Services SAS en 2017.
(2) Programme de rachat d'actions (voir Note 4)

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

# Note 1 - Description de l'activité

Criteo S.A. (« la Société ») est une société anonyme de droit français. Le siège social est situé au 32, rue Blanche, 75009 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 484 786 249 RCS Paris. Criteo est leader mondial dans le domaine de la publicité en ligne et construit la plate-forme publicitaire de l'internet ouvert. L'objectif du Groupe est d'aider les entreprises à atteindre leurs divers objectifs marketing et développer leur activité commerciale, en cohérence avec le retour sur investissement attendu. En s'appuyant sur les données relatives aux achats en ligne, des technologies prédictives et une large portée auprès des consommateurs, Criteo aide les clients à renforcer la visibilité de leurs produits et services, et gagner l'adhésion des consommateurs, ainsi que les distributeurs à générer des revenus publicitaires grâce à leurs marques.

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été arrêtés le 02 mars 2020 par le Conseil d'Administration de Criteo SA et, conformément à la loi française, seront considérés comme définitifs lorsqu'ils seront approuvés par ses actionnaires lors de l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 9 juin 2020.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Dans les notes qui suivent « Société-mère» fait référence à Criteo S.A. à titre individuel, tandis que les termes « Criteo » ou « Groupe » font référence à l'ensemble économique composé de la société Criteo S.A.et de ses filiales consolidées.

# Note 2 - Base de préparation

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

En application du règlement 1606/2002 adopté le 19 Juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Par ailleurs, dans le cadre de ses obligations en tant que société cotée au NASDAQ et soumise aux dispositions de l'Exchange Act de 1934, le Groupe publie des comptes consolidés conformément aux principes comptables applicables aux Etats-Unis.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal\_market/accounting/ias/index\_fr.htm.

# Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er Janvier 2019

Le Groupe applique la norme IFRS 16 relative aux contrats de location depuis le 1er janvier 2019 (Note 17).

Au 1er janvier 2019:

- les dettes locatives de bureaux et serveurs s'élèvent respectivement à 150,6 millions d'euros et 45,5 millions d'euros
- les droits d'utilisation de bureaux et serveurs s'élèvent respectivement à 135,6 millions d'euros et 43,6 millions d'euros

Les nouvelles normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2019 n'ont pas eu d'impacts significatifs sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2019.

- IFRIC 23, Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat
- Amendements IFRS 9, Clauses de remboursement anticipé avec une pénalité symétrique
- Amendements IAS 19, Modification, réduction ou liquidation de régime
- Améliorations des IFRS cycle 2015 2017

# Normes et interprétations adoptées mais non encore applicables au 31 décembre 2019

Amendements IAS 1 et IAS 8, définition de la matérialité dans les états financiers

Le Groupe n'a pas identifié d'impact significatif quant à l'application de ces normes et interprétations.

# Note 3 – Principles et méthodes comptables

# Méthodes de consolidation

Le Groupe exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble de ses filiales qui sont consolidées par intégration globale. Le tableau ci-après présente, à la fin de chaque exercice et pour toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation, les informations suivantes :

- Pays d'immatriculation
- Pourcentage de droits de vote et d'intérêts.

	Pays	31 Décembre 2017		31 Décembre 2018		31 Décembre 2015		Méhode da
		% de contrôle	d intestra	No ce pontrola	d'intérèts	% de contrôle	d'intéléts	consolidation
Société françaises	E SERVICE COM		92.98	F 05.83	ESTATE.		EC 22.72	A MINING
Criteo SA (*)	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Société Mère
Criteo France SAS	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Finance	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Storetail Marketing Services SAS	France	-%	-%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Condigolabs SAS	France	-%	-%	-%	%	100%	40%	Intégration Globale
Société étrangères	79 JA 18 JA 18		15 (100)	CALC SI		8 118	propedia	S. IIVXXII pilotus
Criteo Ltd	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
HookLogic Ltd (**)	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%	%	%	N/A
Storetail Marketing Services LTD	Royaume-Uni	-%	%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Corp	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Manage Inc.	Etats-Unis	-%	%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
criteo GmbH	Allemagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Nordics AB. (*)	Suède	%	%	-%	%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Korea Ltd (*)	Corée	%	%	%	%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo KK	Japon	66%	66%	66%	66%	66%	66%	Intégration Globale
criteo Do Brasil	Brésil	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
criteo BV	Pays-Bas	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Pty	Australie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
riteo Srl	Italie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Advertising (Beijing) Co Ltd	Chine	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
criteo Singapore Pte Ltd	Singapour	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
criteo LLC	Russie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
riteo Europa S.L.	Espagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
riteo Espana S.L.	Espagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
toretall Marketing Services S.L.U	Espagne	%	-%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
riteo Canada Corp	Canada	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
rileo Reklamcılık Hizmetlerive Ticaret Anonim Şirketi	Turquie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
riteo MEA FZ-LLC	Emirats Arabes Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo India Private Limited	Inde	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intègration Globale

<sup>(\*)</sup> inclue les branches d'activités Criteo Corée et Criteo AB (Suède) jusqu'en 2018, puis filialisées sur 2019

<sup>(\*\*)</sup> HookILogic Ltd a fusionné avec Criteo Ltd

# Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition pour obtenir le contrôle d'une entité correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis, incluant la juste valeur de tout actif ou passif relatif à des paiements différés conditionnels.

Les coûts directement imputables au regroupement sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

Les actifs identifiables acquis et les passifs encourus sont déterminés dans le cadre des regroupements d'entreprises, indépendamment du fait qu'ils n'aient pas été reconnus dans les états financiers de la société acquise avant la date du regroupement. Les actifs transférés et les passifs encourus sont généralement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill est déterminé après identification des actifs incorporels identifiables. Il correspond à l'excédent entre le prix d'acquisition et la somme des intérêts minoritaires dans l'acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et passifs encours, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs identifiables acquis et les passifs encours et assumés de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminé que provisoirement, l'ajustement des valeurs d'actif et de passif est effectué dans les 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3.

L'impact des plus ou moins-values et des dotations ou reprises de provisions constatées après l'expiration du délai d'affectation par rapport aux valeurs attribuées aux actifs acquis et passifs encourus lors de la première consolidation est constaté de manière prospective, en résultat de l'exercice du changement et des exercices ultérieurs, sans ajustement du goodwill, sauf en cas d'une correction d'erreur selon IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.

# Immobilisations incorporelles (hors goodwill)

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles acquises se composent principalement de logiciels, technologies et de relations clients amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre un an et trois ans pour les logiciels et comprise entre 3 et 9 ans pour les technologies et relations clients. Les immobilisations incorporelles sont revues dès lors qu'un évènement ou un changement de contexte comme (non limitatif) une chute significative du chiffre d'affaires, des résultats ou des flux de trésorerie ou encore une évolution négative du contexte dans lequel se déroule l'activité indique qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur.

Dans le cadre de la mise en place de logiciels spécifiquement adaptés aux besoins de l'entreprise les dépenses relatives à leur phase de développement sont capitalisées. La capitalisation de ces coûts démarre une fois la phase préliminaire de conception terminée, et s'achève lorsque la solution est prête à être mise en service. Pour identifier les différentes phases du projet, des analyses ont été menées afin notamment de mesurer la faisabilité technique, la disponibilité des ressources, l'intention d'exploiter la solution et les avantages économiques futurs qui pourront en être retirés. A compter de la mise en service de la solution, les dépenses capitalisées sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée entre 3 et 5 ans.

Tous les autres coûts de développement, principalement des coûts de personnel, sont comptabilisés en charges, la Direction du Groupe considérant que la faisabilité technique n'est atteinte que peu de temps avant la commercialisation des services. En conséquence, les coûts de développement encourus entre l'établissement de la faisabilité technique et la commercialisation des services n'étant pas significatifs ils sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, comme indiqué ci-dessous :

- Serveurs...... 5 ans selon la durée de la garantie

Les agencements sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du bail si cette dernière est plus courte.

Le profit (ou la perte) résultant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles correspond à la différence entre le prix de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé. Les valeurs résiduelles ainsi que les durées d'utilité sont révisées et, le cas échéant ajustées, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

### Dépréciation d'actif

#### Goodwill, actif incorporel et corporel

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, dès lors qu'un événement ou un changement dans les conditions de marché présente un risque de perte de valeur pour une immobilisation incorporelle ou corporelle, sa valeur comptable est revue afin de s'assurer qu'elle reste inférieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est mesurée en actualisant les flux de trésorerie futurs devant être générés par l'utilisation continue de l'actif et par sa sortie in fine. Le Goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice, sachant que le Groupe a affecté le Goodwill à une seule unité génératrice de trésorerie. La Société effectue ce test en date du 31 décembre.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur correspondant à la différence entre ces deux valeurs est immédiatement comptabilisée en résultat net. Une perte de valeur comptabilisée pour une immobilisation corporelle ou incorporelle ayant une durée d'utilité déterminée peut être reprise si la valeur recouvrable devient à nouveau supérieure à la valeur comptable. La reprise ne peut toutefois excéder la perte de valeur comptabilisée initialement.

Aux 31 décembre 2019, 2018 ou 2017, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie dépassait la valeur comptable de cette dernière.

#### Contrats de location

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 16, lors de la conclusion d'un contrat de location, le Groupe enregistre un passif au bilan correspondant aux paiements futurs actualisés de la part fixe des loyers, en contrepartie de droits d'utilisation à l'actif amortis sur la durée du contrat.

Les bureaux et les serveurs sont loués dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. Ces baux comprennent généralement des périodes de location gratuites, des périodes d'indexation des loyers, des options de renouvellement et / ou de résiliation anticipée et peuvent également inclure d'autres avantages incitatifs. Les locations de bureaux et de serveurs peuvent contenir des éléments non liés à la location tels que la maintenance, les coûts d'électricité et d'autres coûts variables. Les éléments ne faisant pas partie des composantes de contrats de location sont comptabilisés séparément.

Les passifs de contrat de location simple sont comptabilisés en fonction de la valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location sur la durée du contrat de location à la date d'entrée en vigueur. Les options ont été incluses dans le calcul des lors qu'il a été déterminé par le Groupe qu'il est raisonnablement certain que l'option sera exercée. Les passifs de location ou les droits d'utilisation pour les baux d'une durée inférieure ou égale à 12 mois et / ou de faible valeur ne sont pas comptabilisés.

# Actifs et passifs financiers, hors instruments financiers dérivés

Les actifs financiers, à l'exclusion de la trésorerie, sont constitués de prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, excepté les actifs dont l'échéance expire plus de douze mois après la date de clôture.

Les prêts sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur recouvrable des prêts et créances est examinée dès lors qu'il existe une quelconque indication que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur, et au moins à chaque clôture. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement reconnue dans l'état consolidé du résultat net.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation ou une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement des créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiements octroyées. Une échéance est considérée comme dépassée lorsqu'à la date fixée contractuellement le paiement n'a toujours pas été effectué.

Les résultats futurs du Groupe pourraient être grevés si la solvabilité de ses clients venait à se détériorer ou encore si les défauts de paiement réels s'avéraient supérieurs aux estimations. Les dépréciations de créances clients sont incluses dans le poste « Frais marketing et commerciaux » de l'état consolidé du résultat net. Le Groupe ne demande généralement pas de garantie particulière à ses clients en vue de limiter son risque de crédit.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

### Instruments financiers dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés (options d'achat et de vente, achats et ventes à terme) afin de gérer et réduire son exposition aux risques de fluctuations des cours de change. Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan. Selon IAS 39, la mise en place d'une comptabilité de couverture requiert de démontrer et de documenter l'efficacité de la relation de la couverture dès sa mise en place et tout au long de sa vie. Les instruments financiers dérivés non qualifiés d'instruments de couverture sont utilisés pour couvrir les transactions intragroupes et d'autres actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que celle de l'entité. Les gains et pertes ainsi que les frais associés sont enregistrés au résultat financier, avec les pertes et gains de changes des éléments couverts.

En 2017 et 2018, le Groupe a présenté l'impact des opérations de couverture sur les activités financières au niveau du Flux net de trésorerie lié aux activités de financement dans le Tableau de flux de trésorerie consolidé. Ce choix de méthode comptable vise à classer les flux de trésorerie des instruments dérivés à ceux des éléments couverts.

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en 3 catégories selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur calculée à partir de cours/prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables tels que des prix d'actifs ou de passifs similaires ou des paramètres cotés sur un marché actif;
- Niveau 3 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des données non observables telles que des prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés.

# Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires. Les équivalents de trésorerie incluent les placements à court-terme très liquides et qui présentent un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Les comptes à terme répondent ainsi à la définition des équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont constatées dans l'état consolidé du résultat net.

# Avantages du personnel

Selon la législation et les pratiques en vigueur dans les pays où la Société exerce son activité, les salariés peuvent percevoir des indemnités au moment de leur départ en retraite ou encore des pensions postérieurement à leur départ. Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles deviennent exigibles, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Conformément à la norme IAS 19, l'obligation du Groupe au titre des régimes à prestations définies est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. L'obligation finale est ensuite actualisée.

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de l'obligation sont :

- le taux d'actualisation ;
- le taux attendu(s) d'augmentation des salaires ; et
- le taux de rotation du personnel.

Les coûts des services sont comptabilisés en résultat net et alloués par fonction.

Les coûts financiers sont comptabilisés en résultat net et sont inclus dans la rubrique « Résultat financier » de l'état consolidé du résultat net.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels proviennent des changements d'hypothèses actuarielles ou des ajustements liés à l'expérience (les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit).

### **Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, le Groupe comptabilise des provisions uniquement si les trois conditions suivantes sont remplies : une entité a une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers un tiers résultant d'un événement passé ; il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation; et le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable

La détermination de l'exposition au risque, la comptabilisation et l'évaluation des provisions concernant les litiges et contentieux en cours font appel à une part importante de jugement et d'estimations. Ces jugements et estimations sont par nature sujets au changement notamment si de nouvelles informations ou de nouveaux éléments d'appréciation devenaient disponibles.

### Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les services ont été transférés à nos clients ou aux agences publicitaires, pour un montant qui reflète le paiement que le Groupe s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services.

#### Coût des ventes

Le coût des ventes est composé du coût d'achat des impressions et des autres coûts des ventes.

Coût d'achat des impressions. Il s'agit principalement des achats d'impressions effectués auprès des éditeurs sur une base CPM (Coût Par « Mille »). Les achats d'impressions se font directement auprès des éditeurs ou auprès d'intermédiaires comme les sociétés d'Ad-exchanges. Les coûts d'achat des impressions sont reconnus en coût des ventes, pour chaque éditeur, dès que les impressions sont délivrées. Les dettes relatives aux éditeurs sont comprises dans la rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés" de l'état consolidé de la situation financière.

Autres coûts des ventes. Les autres coûts des ventes sont constitués des coûts d'hébergement, de la location et de l'amortissement des datacenters ainsi que du coût d'acquisition de données achetées auprès de tiers.

Pour Criteo Retail Media, le Groupe rétrocède aux revendeurs une quote-part du chiffre d'affaires généré par les clics sur les bannières publicitaires présentant les produits de grandes marques de consommation affichées par les sites e-commerce partenaires.

# Accords de paiement fondé sur des actions

Les actions gratuites, options de souscription d'action et les bons de souscription d'action sont exclusivement attribuées aux employés ou aux administrateurs du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, ces attributions d'instruments de capitaux propres sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée à partir du modèle d'évaluation le plus approprié en fonction des caractéristiques de chaque plan.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution est comptabilisée en charges de personnel (et allouée par fonction dans l'état consolidé du résultat net) en mode linéaire sur chacun des jalons composant la période d'acquisition des droits, avec en contrepartie, une augmentation correspondante dans les capitaux propres.

A chaque date de clôture, le Groupe réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, l'impact d'une révision de l'estimation est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

# Impôts sur le résultat

Le Groupe a choisi de comptabiliser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« C.V.A.E ») en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 11 - *Impôts sur les bénéfices*.

Le Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») est une incitation fiscale française destinée à renforcer les investissements en matière de recherche et développement (« R&D »). Le CIR est généralement déduit de l'impôt sur le résultat à payer, et le cas échéant, la fraction qui n'a pu être imputée à l'issue de trois exercices fiscaux est remboursée. Le CIR est calculé sur la base du volume de dépenses de R&D éligibles et déclarées. En conséquence, le crédit d'Impôt Recherche est présenté en déduction des « Frais de recherche et développement » de l'état consolidé du résultat net. Seules les dépenses de R&D effectuées en France ont été retenues dans le volume de dépenses déclarées au titre du CIR.

Le crédit d'impôt recherche américain est une incitation fiscale pour promouvoir les activités de recherche et de développement aux Etats-Unis. Les dépenses de recherche et de développement éligibles génèrent un crédit d'impôt pouvant être déduit des futurs résultats taxables après imputation des déficits reportables et des crédits d'impôt étrangers. Il n'est pas remboursable et dès lors comptabilisé en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 12- *Impôts sur les bénéfices*. Seules les dépenses de R&D effectuées aux Etats-Unis ont été retenues dans la détermination du crédit d'impôt américain.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes, ainsi que sur les pertes fiscales. Les différences sont temporaires lorsqu'il est prévu qu'elles s'inversent dans un futur proche. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement dans la mesure où le Groupe estime, au regard des résultats fiscaux prévisionnels attendus sur les trois prochains exercices, qu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, pour y imputer ces différences temporaires déductibles et pertes fiscales reportables.

La détermination des actifs d'impôt différé implique une part importante de jugement et le recours à des estimations de la part de la Direction; si les résultats fiscaux futurs s'avéraient être sensiblement différents de ceux ayant servis de base à la comptabilisation des actifs d'impôt différé, le montant de ces derniers devra être révisé en conséquence (à la hausse ou à la baisse), entrainant potentiellement un impact significatif sur le résultat net du Groupe.

Conformément à la norme IAS 12 - *Impôts sur les bénéfices*, les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale inclue dans le périmètre de consolidation.

# Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits et services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différente des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Le principal décideur opérationnel est le Directeur Général (« CEO ») du Groupe. Chaque mois, le CEO examine les données consolidées du chiffre d'affaires, du chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), et de l'EBITDA ajusté (résultat avant impôts, résultat financier, amortissements, paiements fondés sur des actions, coût des services des régimes à prestations définies, restructuration et les paiements différés ainsi que les honoraires dans le cadre des regroupements d'entreprises) afin de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluer la performance financière.

Le Groupe a conclu de ce qui précède que ses opérations constituent un seul et unique secteur opérationnel.

#### Recours à des estimations

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS. Leur établissement exige que la Direction exerce son jugement, qu'elle ait recours à des estimations et formule des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres critères considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées.

Les principaux domaines exigeant de la Direction qu'elle exerce son jugement et procède à des estimations concernent (1) la reconnaissance du chiffre d'affaires (2) l'évaluation de la valeur recouvrable des créances et la reconnaissance de perte de valeur (3) les crédits d'impôt recherche, (4) l'impôt sur le résultat incluant (i) la comptabilisation d'actifs d'impôt différé en fonction des perspectives de résultats des filiales sur les années futures (ii) l'évaluation de positions d'impôts incertaines relatives aux prix de transfert et (iii) la reconnaissance de position fiscale en fonction de la réforme fiscale en France votée en décembre 2018, (5) les hypothèses utilisées dans l'évaluation des actifs et passifs encourus dans le cadre des regroupements d'entreprises (6) l'évaluation et la comptabilisation de goodwill, des immobilisations incorporelles et les contrats de location et (7) l'évaluation des paiements fondés sur des actions.

# Résultats par action

Conformément à la norme IAS 33 - *Résultat par action*, le résultat de base par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé sur la base des mouvements observés au niveau du capital social. Par ailleurs, le résultat dilué par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré de toutes les actions potentiellement dilutives non encore émises.

# Note 4 – Faits marquants et évènements significatifs

# Changement d'estimation de la durée de vie estimée des serveurs et équipements associés

Au cours du premier trimestre de 2019, le Groupe a révisé la durée de vie estimée de 3 à 5 ans des serveurs et équipements associés, utilisés dans les *data centers*. Ce changement d'estimation a été déterminé dans le cadre d'un plan révisé d'investissements qui étend leur durée d'utilisation. L'impact de ce changement d'estimation est une augmentation de 37,5 millions d'euros sur le résultat opérationnel et de 32,0 millions d'euros sur le résultat net soit 0,50 euros par action.

### Rachats par la Société de ses propres actions

Le 25 octobre 2018, le Conseil d'administration de Criteo a autorisé un programme de rachats d'actions d'un montant maximal de 80 millions de dollars (70,5 millions d'euros) équivalents en *American Depositary Share* (« ADS ») afin d'être utilisé dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attributions d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition. Les rachats ont été exécutés aux conditions de marché et soumis à la règle SEC 10b5-1. Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2018, la Société a racheté 3,5 millions d'actions propres pour le montant autorisé.

Le 8 février 2019, le Conseil d'administration a constaté la réduction de capital de Criteo S.A. suite à l'annulation de 1 594 288 actions propres rachetées dans le cadre du programme de rachats d'actions.

Le 26 juillet 2019, le Conseil d'administration de Criteo a autorisé un second programme de rachats d'actions d'un montant maximal de 80 millions de dollars (71,4 millions d'euros) équivalents en *American Depositary Share* (« ADS ») afin d'être utilisé dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attributions d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition. Les rachats ont été exécutés aux conditions de marché et soumis à la règle SEC 10b5-1. Au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2019, le Groupe a racheté 3,2 millions d'actions propres pour le montant autorisé.

Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose de 3,9 millions d'actions propres destinées à être utilisées dans le cadre de regroupements d'entreprises et d'attribution d'actions gratuites à l'issue des périodes d'acquisition.

	Nombre	Montant (en milliers d'euros)
Solde au 31 décembre 2017	-	·
Actions propres - Regroupements d'entreprises	1 751 147	35 240
Actions propres - Futurs vestings	1 748 111	35 235
Actions propres - 2018 vestings	(40 139)	(734)
Solde au 31 décembre 2018	3 459 119	69 741
Annulation d'actions propres - Regroupements d'entreprises	(1 594 288)	(31 819)
Actions propres - Regroupements d'entreprises ou futurs vestings	1 498 709	25 740
Actions propres - futurs vestings	1 743 223	27 217
Actions propres - 2019 vestings	(1 203 090)	(24 328)
Solde au 31 décembre 2019	3 903 673	66 551

#### Restructuration

Dans le cadre d'une nouvelle structure organisationnelle en adéquation avec sa stratégie commerciale et dans le cadre de sa politique d'optimisation de l'occupation des locaux, le Groupe a supporté des coûts de restructuration pour un montant de 12,1 millions d'euros. Ces coûts incluent principalement des charges de personnel, nettes de la reprise de charges d'actions gratuites ou d'options de souscription d'action liée aux instruments de capitaux propres annulés et la dépréciation d'actifs relatifs au droit d'utilisation des locaux, nette de la reprise de la dette associée.

#### Cessation des activités de recherche et de développement à Palo Alto

Le 7 octobre 2019, le Groupe a annoncé la cessation des activités de recherche et de développement du site de Palo Alto (Etats-Unis). Une charge de restructuration de 0,6 millions d'euros en "Recherche et Développement" a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat au cours de l'exercice 2019 comprenant des indemnités de personnel (5,0 millions d'euros) nettes de la reprise de charges d'actions gratuites ou d'options de souscription liée aux instruments de capitaux propres annulés (4,4 millions d'euros). Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé est de 5,0 millions d'euros.

#### Politique d'optimisation de l'occupation des locaux

Dans le cadre de sa politique d'optimisation de l'occupation des locaux, une charge de restructuration de 10,9 millions d'euros a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat au cours de l'exercice 2019 correspondant principalement à la dépréciation d'actifs relatifs au droit d'utilisation des locaux, nette de la reprise de la dette associée (9,0 millions d'euros) et à divers coûts de sortie (1,9 millions d'euros). Cette charge de restructuration a été allouée pour 0,6 millions d'euros en "Recherche et Développement", 7,8 millions d'euros en "Frais marketing et commerciaux" et 2,5 millions d'euros en "Frais généraux et administratifs". Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé est de 0,7 millions d'euros.

#### Nouvelle structure organisationnelle

Dans le cadre d'une nouvelle structure organisationnelle en adéquation avec sa stratégie commerciale, une charge de restructuration de 0,6 millions d'euros a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat au cours de l'exercice 2019 correspondant principalement à des indemnités de personnel (3,5 millions d'euros) nettes de la reprise de charges d'actions gratuites ou d'options de souscription liée aux instruments de capitaux propres annulés (2,9 millions d'euros). Cette charge de restructuration a été allouée pour 0,5 millions d'euros en "Recherche et Développement"et 0,1 millions d'euros en "Frais marketing et commerciaux". Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé est de 0,5 millions d'euros.

### Note 5 – Gestion des risques financiers

### Risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la fin de chaque exercice est représentée par la valeur comptable des actifs financiers et résumée dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Actifs financiers non courants	16 280	17 869	19 358
Clients et comptes rattachés	403 651	413 887	425 640
Autres créances d'exploitation	69 912	66 002	69 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie	345 292	318 276	372 751
Total	835 135	816 034	886 888

#### Créances clients

Un risque de crédit existe si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus, alors une perte éventuelle peut survenir. Le Groupe a mis en place un suivi permanent du risque-crédit de ses clients. Lorsqu'une exposition possible au risque est identifiée, le Groupe exige de ses clients le versement d'acomptes.

Pour chaque exercice présenté, la balance âgée des créances clients et les provisions pour dépréciation de créances se présentent comme suit :

		31 Décem	bre 2017			31 Décem	ore, 2018			31 Décam	bre, 2019	
(En milliers d'euros)	Valeur brute	%	Provision	%	Valeur brute	%	Provision	96	Valeur brute	56 (	Provision	%
Non échues	253 675	60%	(140)	1%	276 435	63%	(224)	1%	297 763	67%	(2 175)	12%
Echues entres 0 et 30 jours	101 690	24%	) <del> </del> -	++6	100 210	23%	(549)	2%	85 721	19%	(1 767)	10%
Echues entres 31 et 60 jours	24 452	6%	(18)		18 156	4%	(1 028)	5%	20 035	5%	(180)	1%
Echues entres 61 et 90 jours	6 252	2%	(29)		8 944	2%	(1 091)	5%	9 286	2%	(178)	1%
Echues depuis plus de 90 jours	34 942	8%	(17 173)	99%	32 779	8%	(19 745)	87%	30 300	7%	(13 165)	75%
Total	421 011	100%	(17 360)	100%	436 524	100%	(22 637)	100%	443 105	100%	(17 465)	100%

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent exclusivement des placements sécurisés tels que des comptes à termes rémunérés.

### Risque de marché

### Risque de change

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la livre sterling, du dollar américain, du yen japonais ou du real brésilien contre l'euro aurait les impacts suivants dans l'état consolidé du résultat net, incluant les participations ne donnant pas le contrôle :

(En milliers d'euros)	31 Décer	nbre 2017	31 Décer	mbre 2018	31 Décen	nbre 2019
GBP/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	(627)	627	(665)	665	(359)	359
(En milliers d'euros)	31 Décen	nbre 2017	31 Décer	mbre 2018	31 Décen	bre 2019
USD/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	(4 978)	4 978	(2 906)	2 906	(2 224)	2 224
(En milliers d'euros)	31 Décen	nbre 2017	31 Décen	nbre 2018	31 Décen	bre 2019
JPY/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	938	(938)	1 190	(1 190)	897	(897)
(En milliers d'euros)	31 Décen	nbre 2017	31 Décen	nbre 2018	31 Décen	bre 2019
BRL/EUR	10%	(10)%	10%	(10)%	10%	(10)%
Impact résultat net	1 361	(1 361)	(545)	545	(81)	81

### Risque de contrepartie

Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose d'une trésorerie nette positive. Depuis 2012, le Groupe dispose d'une gestion trésorerie commune (Cash Pooling) pour toutes les entités, ce qui renforce la centralisation de la gestion de la trésorerie. Les décisions en termes d'investissements et de financements sont prises par le service de trésorerie central interne. Le Groupe traite uniquement avec des contreparties bénéficiant de notations élevées. De plus, dans le cadre de la procédure de gestion des risques et des investissements mis en place par le Groupe, notre service de trésorerie central interne s'assure de la répartition équilibrée des investissements, indépendamment de la notation de cette contrepartie.

# Risque de liquidité

Les tableaux suivants résument pour chaque exercice présenté les échéances contractuelles résiduelles de nos passifs financiers et de nos engagements dans le cadre de contrats de location :

	31 Décembre 2017							
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans			
Dettes financières	3 049	3 209	1 309	1 900	-			
Fournisseurs et comptes rattachés	347 847	347 847	347 847					
Autres dettes d'exploitation	157 876	157 876	157 876	<del>;</del> 5	:			
Engagements de location	·	231 900	78 754	118 546	34 600			
Total	508 772	740 832	585 786	120 446	34 600			

	31 Décembre 2018							
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans			
Dettes financières	3 063	3 163	938	2 225	-			
Fournisseurs et comptes rattachés	371 508	371 508	371 508	-	_			
Autres dettes d'exploitation	146 119	146 119	146 119	*****	-			
Engagements de location	-	207 098	82 046	101 061	23 991			
Total	520 690	727 888	600 611	103 286	23 991			

	31 Décembre 2019							
(En milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de Trésorerie	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans			
Dettes financières	3 920	2 828	1 867	961	-			
Dettes location	147 206	147 206	40 876	106 330	-			
Fournisseurs et comptes rattachés	347 564	347 564	347 564	-				
Autres dettes d'exploitation	141 985	141 985	141 985		-			
Total	640 675	639 583	532 292	107 291				

# Note 6 – Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques

Le Groupe opère dans les trois zones géographiques suivantes :

- Amériques : Amérique du Nord et Amérique du Sud
- EMEA: Europe, Moyen-Orient, Afrique et
- Asie-Pacifique.

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires consolidé de chaque zone géographique pour chaque exercice présenté. Le chiffre d'affaires par zone géographique est basé selon le pays de réalisation des campagnes des annonceurs.

(En milliers d'euros)	Amériques	EMEA	Asie-Pacifique	Total
31 Décembre 2017	878 804	716 542	441 119	2 036 465
31 Décembre 2018	808 865	711 110	428 972	1 948 947
31 Décembre 2019	850 570	720 099	449 446	2 020 115

Le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 132,5 millions d'euros, 129,9 millions d'euros et 128,9 millions d'euros pour les exercices présentés respectivement aux 31 décembre 2017, 2018 et 2019.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les autres pays significatifs est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)		31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Amériques	三. 18. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19. 19			
	Etat-Unis	771 077	719 399	769 246
EMEA				
	Allemagne	162 302	171 901	178 661
	Royaume-Uni	102 114	82 841	79 430
Asie-Pacifique				
	Japon	315 236	297 701	305 785

### **Autres informations**

Pour chaque exercice présenté, les actifs non courants (correspondant à la valeur comptable nette des actifs corporels et incorporels) sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les données géographiques correspondent au pays d'immatriculation des entités juridiques.

Who will provide the second	Untillian	Austaliana	es Etats-Unis EMEA		Asie-		nt:	Total
(En milliers d'euros)	Holding	Amériques		Pacifique	Japon	Singapour	Total	
31 Décembre 2017	84 064	94 449	93 959	15 718	20 856	8 <i>45</i> 6	8 409	215 087
31 Décembre 2018	107 762	109 741	95 352	24 365	16 687	10 157	2 613	258 555
31 Décembre 2019	121 612	93 050	89 111	18 102	17 408	8 561	5 314	250 172

# Note 7 – Nature des charges allouées par fonction

# Nature des charges incluses dans le Coût des ventes

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Coût d'achat des impressions	(1 202 011)	(1 130 574)	(1 174 590)
Autres coûts des ventes	(107 832)	(111 602)	(104 697)
- Coût d'hébergement	(51 327)	(46 398)	(30 071)
- Amortissements - contrats de location - serveurs <sup>(†)</sup> et équipements associés	(48 056)	(57 044)	(60 754)
- Achats de données	(239)	(240)	(2 151)
- Autres	(8 210)	(7 920)	(11 721)
Total coût des ventes	(1 309 843)	(1 242 176)	(1 279 287)

<sup>&</sup>lt;sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019 (note 3).

# Nature des charges incluses dans les Frais de recherche et développement

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Charges de personnel	(111 321)	(110 693)	(104 334)
<ul> <li>Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions et crédit d'impôt recherche</li> </ul>	(98 266)	(101 648)	(110 490)
- Paiements fondés sur des actions	(18 624)	(18 094)	(8 325)
- Crédit Impôt Recherche	<i>5 569</i>	9 049	14 481
Autres charges opérationnelles décaissées	(30 711)	(31 452)	(25 096)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(17 214)	(12 811)	(14 597)
- Loyers et coûts associés	(10 180)	(12 044)	(3 819)
- Honoraires et conseil	(2 374)	(2 812)	(3 944)
- Coût de marketing et publicité	(806)	(4 214)	(3 410)
- Autres	(137)	429	674
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(12 577)	(9 743)	(24 304)
- Amortissements - contrats de location - bureaux (1)	i <del></del>	( <del>; = 1</del> )	(8 879)
- Amortissements - hors contrats de location	(11 895)	(9 027)	(14 746)
- Variation nette des provisions pour risques et charges	(682)	(716)	(679)
Total Frais de recherche et développement	(154 609)	(151 888)	(153 734)

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019 (note 3).

### Nature des charges incluses dans les Frais marketing et commerciaux

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Charges de personnel	(217 621)	(206 925)	(217 714)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions	(190 372)	(182 664)	(202 633)
- Paiement fondés sur des actions	(27 249)	(24 261)	(15 081)
Autres charges opérationnelles décaissées	(93 554)	(88 930)	(83 644)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(25 721)	(21 770)	(22 022)
- Loyers et coûts associés	(29 221)	(27 469)	(14 941)
- Honoraires et conseil	(4 966)	(4 517)	(6 242)
- Coût de marketing et publicité	(18 301)	(15 133)	(18 583)
- Taxes opérationnelles	(12 325)	(9 977)	(5 535)
- Autres incluant pertes sur créances irrécouvrables	(3 020)	(10 064)	(16 321)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(26 122)	(19 912)	(36 085)
- Amortissements - contrats de location - bureaux (1)		<del>=</del> 0	(17 938)
- Amortissements - hors contrats de location	(17 599)	(15 470)	(22 258)
- Variation nette des provisions pour clients douteux	(7 533)	(4 619)	<i>5 5</i> 36
- Variation nette des provisions pour risque et charges	(990)	177	(1 425)
Total Frais marketing et commerciaux	(337 297)	(315 767)	(337 443)

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019 (note 3).

# Nature des charges incluses dans les Frais généraux et administratifs

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Charges de personnel	(66 020)	(64 660)	(67 720)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions	(48 411)	(50 601)	(54 505)
- Paiement fondés sur des actions	(17 609)	(14 059)	(13 215)
Autres charges opérationnelles décaissées	(40 414)	(41 418)	(40 414)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(13 825)	(14 097)	(13 203)
- Loyers et coûts associés	(8 701)	(9 344)	(4 674)
- Honoraires et conseil	(14 787)	(15 382)	(17 265)
- Coût de marketing et publicité	(714)	(899)	(2 796)
- Autres	(2 387)	(1 696)	(2 476)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(5 656)	(8 253)	(16 331)
- Amortissements - contrats de location - bureaux <sup>(1)</sup>	1 2000		(7 169)
- Amortissements - hors contrats de location	(5 082)	(6 187)	(6 432)
- Variation nette des provisions pour risque et charges	(574)	(2 066)	(2 730)
Total Frais généraux et administratifs	(112 090)	(114 331)	(124 465)

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019 (note 3)<sub>4</sub>:

#### Restructuration

#### Réorganisation des activités commerciales en Chine

En mai 2017, le Groupe a annoncé sa décision de recentrer ses activités commerciales en Chine sur l'export et non plus sur le marché domestique. De ce fait, une charge de restructuration de 2,9 millions d'euros a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au cours de l'exercice 2017 comprenant des indemnités de personnel (0,7 million d'euros en Frais marketing et commerciaux), des coûts de sortie d'immobilisations (2,0 millions d'euros en Autres coûts des ventes) et d'autres charges diverses (0,2 million d'euros en Frais généraux et administratifs). Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé est de 0,4 millions d'euros, net des paiements effectués. Au cours de l'exercice 2018, aucune charge complémentaire n'a été enregistrée et la dette courante a été soldée.

#### Arrêt de l'activité Criteo Predictive Search

En octobre 2017, le Groupe a annoncé sa décision d'arrêter l'activité Criteo Predictive Search. De ce fait, une charge de restructuration de 3,6 millions d'euros a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au cours de l'exercice 2017 dont 2,6 millions d'euros en Frais de recherche et de développement et 1,0 million d'euros en Frais marketing et commerciaux. Cette charge comprend des indemnités de personnel (2,3 millions d'euros) et d'autres coûts (1,3 millions d'euros) incluant la sortie de l'immobilisation incorporelle issue de l'acquisition (1,9 millions d'euros) partiellement compensée par la reprise sur paiements fondés sur des actions (0,7 million d'euros). Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé au cours de l'exercice 2017 est de 2,0 millions d'euros, net des paiements effectués.

Au 31 décembre 2018, un produit de restructuration de 0,1 millions d'euros a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au cours de l'exercice 2018 dont une charge de 0,2 millions d'euros en frais Marketing et Commerciaux compensée par un produit de 0,3 millions d'euros en frais de Recherche de Développement. De plus, une reprise de 0,4 millions d'euros a été enregistrée, afférente aux paiements fondés sur des actions suite aux départs d'employés durant la période d'acquisition des droits. Le montant enregistré en dettes courantes au Bilan consolidé au cours de l'exercice 2018 est de 0,4 millions d'euros, net des paiements effectués.

Au cours de l'exercice 2019, aucune charge complémentaire n'a été enregistrée et la dette courante a été soldée.

# Note 8 – Ventilation des charges de personnel

# Ventilation des charges de personnel par fonction

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Frais de recherche et développement	(111 321)	(110 693)	(104 334)
Frais marketing et commerciaux	(217 621)	(206 925)	(217 714)
Frais généraux et administratifs	(66 020)	(64 660)	(67 720)
Total Charges de personnel	(394 962)	(382 278)	(389 768)

# Ventilation des charges de personnel par nature

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Salaires et traitements	(251 774)	(250 920)	(274 104)
Indemnités de licenciement	(7 017)	(5 864)	(11 170)
Charges sociales	(62 134)	(65 450)	(68 415)
Autres charges de personnel	(15 237)	(12 173)	(13 857)
Paiements fondés sur des actions	(63 482)	(56 414)	(36 621)
Participation	(887)	(506)	(82)
Crédit Impôt Recherche (déduits des frais de Recherche et de Développement)	5 569	9 049	14 481
Total Charges de personnel	(394 962)	(382 278)	(389 768)

#### Note 9 – Paiement fondé sur des actions

### Plans de BSPCE, d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites

Le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires à mettre en œuvre les plans de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) et d'options de souscription d'actions (OSA) suivants :

- Emission de 2 112 000 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 octobre 2008, permettant l'attribution d'un maximum de 2 112 000 BSPCE jusqu'au 24 avril 2010 et ci-après dénommée *Plan 1*;
- Emission de 1 472 800 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 avril 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 472 800 BSPCE jusqu'au 16 octobre 2010 et ci-après dénommée *Plan 2*;
- Plan de 1 584 000 OSA, autorisé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 9 septembre 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 584 000 OSA jusqu'au 8 novembre 2012. Ce plan a été amendé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 16 novembre 2010, permettant l'attribution d'un maximum de 2 700 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est ci-après dénommé *Plan 3*;
- Emission de 361 118 BSPCE, attribués aux cofondateurs lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 23 avril 2010, et ci-après dénommée *Plan 4*;
- Emission de 2 800 000 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 novembre 2011, permettant l'attribution d'un maximum de 2 800 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé Plan 5.
- Emission de 1 654 290 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 14 septembre 2012, permettant l'attribution d'un maximum de 1 654 290 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé Plan 6.
- Emission de 6 627 237 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 2 août 2013, permettant l'attribution d'un maximum de 6 627 237 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé *Plan 7*.
- Emission de 9 935 710 OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 juin 2014, permettant l'attribution d'un maximum de 9 935 710 OSA. Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Tout action gratuite sera déduite du plafond total de 9 935 710 actions. Ce Plan est dénommé *Plan 8*.
- Emission de 4 600 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 29 juin 2016 et de 100 000 BSA (à déduire de la limite de 4 600 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan* 9.

- Emission de 4 600 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin 2017 et de 120 000 BSA (à déduire de la limite de 4 600 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 10*.
- Emission de 4 200 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 27 juin 2018 et de 150 000 BSA (à déduire de la limite de 4 200 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé Plan 11.
- Emission de 6 200 000 OSA ou actions gratuites, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2019 et de 175 000 BSA (à déduire de la limite de 6 200 000). Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Ce Plan est dénommé *Plan 12*.

Lors de l'exercice de BSPCE et d'OSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires nouvellement émises de la Société-mère. Lors de l'acquisition des actions gratuites, le Groupe remet également des actions ordinaires nouvellement émises de la Societé-mère sauf pour les plans entrant dans le cadre des programmes de rachats d'actions (note 4).

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSPCE ou leurs OSA sur la base du calendrier d'acquisition suivant pour les Plans 1, 2 et 3 :

- jusqu'à un tiers (1/3) des BSPCE à compter de la première date anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Pour le Plan 3 amendé au Plan 12, le calendrier est le suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et,
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Les attributions d'actions gratuites sont soumises au calendrier suivant : 50% des actions seront acquis à l'issue d'une période de deux ans et 6,25% à la fin de de chaque trimestre suivant la première période de deux ans, et ce pendant vingt-quatre (24) mois.

Lorsque l'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement. Depuis la cotation de l'action de la Société-mère en octobre 2013, les prix d'exercice sont déterminés par référence au cours de clôture de bourse la veille de la date d'attribution, en respectant une valeur minimale égale à 95% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse.

#### Détails des plans de BSPCE / OSA / Actions gratuites

	Photo 162	Pino S	Plant	-	Bun #	Plan 7	- 8	er i	Pi	16.9	Bi	s 10	Plan	AL .		12
Dates d'attribution (CA)	Oct 24, 2008 - Sept 14, 2010	Sept 9, 2009 - Sept 21, 2011	Nov 18, 2011 - Mai 22, 2012	Oct 25, 2012	Oct 25, 2012 - Avril 10, 2013	Sept 3, 2013 - Avril 23, 2014		014 - Juin 28, 016	Juillet 28, 20	116 - Juin 27, 117	Juillet 27, 20 20	917 - Juin 26, 918	Juillet 26, 20 20	18 - Juin 25, 19	Juillet 25, 20	119 - Décembr 2019
Durie d'acquisition des droite	3 2/15	3-42ms	4 ans	t sa	4-5 ava	4 226	4 ans	4 #08	4 and	4 ans	4 ams	4 ans	4 ans	4.28%	A ans	4 ara
Durão de vio contracturão	10 ans	10 mm	10 mms	10 ans	10 ans	to ans	10 ams	=	10 ens	=	10 ans	22	10 ans	팔	10 ons	=1
Durée de via attendos	# una	# arre	ft nos	Sans	8.ans	6 - 8 ans	R ans	27	6 ans	T/	6 ans	-	6 nns	70	6 ans	-
Nombre octoys	1 819 120	4 289 940	1 184 747	257 888	1 065 520	2 317 374	4 318 551	2 534 262	502 410	2 556 315	947.565	2 150 493	128 280	2712014	375 467	1 007 653
Type Slock Option (S.O.) / BSPCE / Actions gratuites (RSU)	BSPCE	BSCPCE & S.O	BSCPGE & S <sub>1</sub> O	BSPGE	BSPCE & S,O	BSCPCE & S.O	5.0	RSU:	5.0	RAU	9.0	RSU	8,0	RSU	S <sub>i</sub> O	RSU
Parité Instrument i Action	10	1	31	1	.1	38	30	31	30.	30	(3)	(4))	10	31	t	<u> </u>
Printfeatroics	€ 0,45 - € 2,10	€ 0 20 - € 5,95	5 95	8,28	€ 8.28 - € 10,43	€ 12.08 - € 38,81	€ 22,95 - € 47,47	0	€ 38,20 - € 43,45	Ø.	24,63 4 28,69	0	€ 15,86 - €17,98	€15.86- €30,80	€15,67	€15.67- €17.44
Mithode d'évaluation utilisés							Black & Sc	holes								
Juste valeur de Factuer à la dite d'alli buton	€ 0,20 - € 0,70	€ 0,20 - € 4,98	€ 4,98	€ 6,43	€ 5 45 - € 6 43	€ 12.08 - € 38,81	€ 22,50 - € 47,47	€ 35,18 - € 35,58	€ 38,20 - € 43,45	€ 33,98 - € 49,08	€ 24_63 - € 28_69	€ 22.92 - € 44,37	€ 15 B6 - €17,98	€15.86- €30,80	€15,67	€15.67- €17,44
Volatilité attendue (1)	53,0% - 55,7%	55,2% - 57.8%	52.1% = 52.9%	50.2%	49,6% - 50.2%	44.2% - 50,1%	39,4% - 44.5%	-	40,6% 41,3%	-	41,0% - 41,5%	.77	40,7%-41,2%	EV.	39,2%	-
Taux d'actualisation (2)	2.74% - 4.10%	2.62% - 3,76%	2.79% 3.53%	2,2%	1,80% - 2,27%	1,20% - 2,40%	0.00% = 0,71%		3 <del>#</del>		0.60% - 0.70%	-	0.1%-0.9%	<b>₹</b> 0.	100	-
Conditions de pyrlarmance	Nais	Oili (A)	Nún	Out (III)	Non	Non	Hon	Oui (C)	Non	Oui (D)	Non	Non	Mon	Qui (E)	Non	Oir (F)
Justs valeur de Einstrument	€ 0,08 + € 0,45	€ 0,08 - € 2,86	€ 2,75 - € 2,85	€ 3,28	€ 3,28 - € 5,83	€ 6,85 - € 16,90	€ 9,47 - € 17,97	€ 26,16 - € 37,10	€ 14,49 - € 16,82	€ 33,98 - € 49,08	€ 9,85 - € 11,40	€ 22.92 - € 44,37	€6,15 - €6,94	€15,86 - €30,80	€5,78	€15,67- €17,44

<sup>(1)</sup> Basé sur la volatilité historique d'entités comparables

<sup>(2)</sup> Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) - OAT TEC10

<sup>(4) 180 000</sup> options de souscription d'actions attribuées le 7 avril 2011 ont été soumises à des conditions de performance basées sur les objectifs de chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions respectées en 2012.

<sup>(8)</sup> Les conditions d'exercice de 257 688 BSPCE attribués aux cofondateurs de ces BSPCE sont liées à la survenance d'un événement de liquidité ou d'un transfert de contrôle du Groupe. Le nombre d'options pouvant être exercées est déterminé par la date de l'événement qui ne peut être postérieure au 31 mars 2014. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2012, nous avions déterminé que la charge correspondante sera reconnue sur une période d'un an. L'hypothèse retenue a été confirmée sur 2013.

<sup>(</sup>c) Le 29 octobre 2015 et le 29 janvier 2016, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué respectivement 337 960 et 33 010 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques, Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2016, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs. Les hypothèses retenues ont été confirmées sur 2016.

Les hypothèses retenues ont été confirmées sur 2016, (D) Le 28 juillet 2016 et le 27 juin 2017, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué respectivement 195 250 et 135 500 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques. Selon les hypothèses connues aux 31 décembre 2016 et 2017, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs. Les hypothèses retenues ont été confirmées sur 2017 et 2018. (E) Le 26 juillet 2018, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 203 332 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la

<sup>(</sup>E) Le 26 juillet 2018, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 203 332 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques, Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2018, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs.

déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs.

(F) Le 25 avril 2019, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué 257 291 actions gratuites aux membres de la direction, sous réserve de l'atteinte d'objectifs de performance internes et de condition de présence. Sur la base des hypothèses connues au 31 décembre 2019, nous avons déterminé la charge de rémunération à base d'actions en appliquant un ratio de probabilité sur la réalisation des objectifs de performance.

# Évolution du nombre de BSPCE / OSA / Actions gratuites en circulation

	BSPCE/ OSA	RSUs	Total
Solde au 1er Janvier, 2017	4 960 092	3 243 279	8 203 371
Attribués	355 010	1 891 702	2 246 712
Exercisés	(1 668 838)	N/A	(1 668 838)
Vestés	_	(379 135)	(379 135)
Annulées	(453 556)	(543 338)	(996 894)
Expirées		_	-
Solde au 31 décembre, 2017	3 192 708	4 212 508	7 405 216
Attribués	1 013 065	3 133 644	4 146 709
Exercisés	(137 348)	N/A	(137 348)
Vestés	-	(1 362 873)	(1 362 873)
Annulées	(880 960)	(1 203 142)	(2 084 102)
Expirées	-	300	(444
Solde au 31 décembre, 2018	3 187 465	4 780 137	7 967 602
Attribués	438 347	3 147 751	3 586 098
Exercisés	(83 266)	-	(83 266)
Vestės		(1 219 112)	(1 219 112)
Annulées	(983 012)	(1 729 789)	(2 712 801)
Expirées	-	100	-
Solde au 31 décembre, 2019	2 559 534	4 978 987	7 538 521

### Répartition du solde de clôture

	Plans 162	Plan-3	Plan 5	Pinn 6	#fian.7	Pian n	Plan 9	Plan 10	Plan 11	Plan 12	Actions gratuites	Total
Au 31 décembre 2017												
Nombre d'instruments en circulation	15 020	89 921	251 306	70 803	372 590	1 929 403	463 665	400	15	9-1	4 212 508	7 405 216
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,87	€ 4,03	€ 5,95	€ 9,65	€ 17,70	€ 32,07	€ 42,04		***	-	-	€ 28,33
Nombre d'instruments exerçables	15 020	89 921	251 306	70 803	359 702	1 145 511	38 867	-	in its	-	000	1 971 130
Prix d'exercice moyen pandéré	€ 0,87	€ 4,03	€ 5,95	€ 9,65	€ 17,31	€ 30,88	€ 38,20	-	=	) <del>=</del> '	-	€ 23,16
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	1,6 ans	3,4 ans	4,3 ans	5,1 ans	5,8 ans	7,2 ans	9,2 ans		22.	( <u>=</u> )	-	6,9 ans
Au 31 décembre 2018												
Nombre d'instruments en circulation	3 600	67 751	242 613	41 338	306 172	1 599 033	328 726	532 732	65 500	V-	4 780 137	7 967 602
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,70	€ 4,43	€ 5,95	€ 9,26	€ 17,95	€ 30,99	€ 41,75	€ 25,79	€ 18,72			€ 26,94
Nombre d'instruments exerçables	3 600	67 751	242 613	41 338	306 172	1 417 904	161 658	-		-	100	2 241 036
Prix d'exercice moyen pondéré	€0,70	€ 4,43	€ 5,95	€ 9,26	€ 17,95	€ 30,04	€ 41,37	***	=	-	-	€ 25,39
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	1,2 ans	2,4 ans	3,3 ans	4,0 ans	4,9 ans	6,2 ans	8,2 ans	9,3 ans	9,8 ans	Cia.	-	6,7 ans
Au 31 décembre 2019												
Nombre d'instruments en circulation	3 600	63 544	230 673	26 350	216 157	1 080 017	116 580	318 766	128 380	375 467	4 978 987	7 538 521
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 0,70	€ 4,37	€ 5,95	€ 9,28	€ 17,70	€ 29,69	€ 41,50	€ 26,58	€ 17,32	€ 15,67	-	€ 23,09
Nombre d'instruments exerçables	3 600	63 544	230 673	26 350	216 157	1 066 670	80 966	129 908	16 375	-	-	1 834 243
Prix d'exercice moyen pondéré	€0,70	€ 4,37	€ 5,95	€9,28	€ 17,70	€ 29,58	€ 41,17	26,42	=	-	-	€ 24,12
Durée de vie confractuelle résiduelle moyenne pondérée	0,2 ans	1,4 ans	2,3 ans	3,0 ans	3,9 ans	5,1 ans	7,1 ans	8,3 ans	9,1 ans	9,9 ans		6,2 ans

#### Bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel

En plus de l'attribution d'actions gratuites, d'options de souscription d'actions et de BSPCE, les actionnaires de la Société-mère ont également autorisé l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel, comme indiqué ci-après.

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSA sur la base du calendrier d'acquisition suivant :

- <u>Plan A</u>: jusqu'à un huitième (1/8) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant des vingt-quatre (24) mois à compter de cette date et au plus tard dans les dix (10) ans à compter la date d'attribution.
- <u>Plan B</u>: jusqu'à un tiers (1/3) des BSA à partir du premier anniversaire de la date d'attribution; puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- <u>Plan C</u>: jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- <u>Plan D</u> (membre de l'Advisory Board) : jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant la date d'attribution, et ce au pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- <u>Plan D</u> (non membre de l'Advisory Board): un tiers (1/3) à la date d'attribution, un tiers (1/3) au premier anniversaire de la date d'attribution, un tiers (1/3) au deuxième anniversaire de la date d'attribution, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- Pour les Plans E, F, G, H et I : jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution, puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice de BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

Lorsque l'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement. Depuis la cotation de l'action de la Société-mère en octobre 2013, les prix d'exercice sont déterminés par référence au cours de clôture de bourse la veille de la date d'attribution, en respectant la moyenne des 20 derniers cours de bourse.

### Détails des plans de BSA non destinés à des membres du personnel

	Plan A	PlantB	Plan G	Plen D	Plan E	Plant!	Plan G	Plan H	#fino.i
Dates d'attribution (CA)	Nov 17, 2009	Mars 11, 2010	Nov 16, 2010 - Sept 21, 2011	Od 25, 2012 - Mars 6, 2013	Mars 19, 2015 - Oct 29, 2015	Avril 20, 2016 - Mars 1, 2017	Juillet 27, 2017 - Oct 26, 2017	Octobre 25, 2018	Octobre, 24, 2019
Durée d'acquisition des	2 ans	3 ans	2 ans	2 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans	1 - 4 ans
de vie contractuelle	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 алѕ
Durée de vie attendue	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans	4 - 9 ans
Nombre octroyé	231 792	277 200	192 000	125 784	38 070	59 480	46 465	125 000	105 680
Parité BSA / Action	*			4	1	Ĭ.	4		1
Prix de souscription du BSA	€ 0,02	€ 0,07 - € 0,11	€ 0,04 - € 0,30	€ 0,43 - € 0,48	€ 9,98 - € 16,82	€ 13,89 - € 17,44	€ 13,88 - € 17,55	€ 6,91	€6,81
Prix d'exercice	€ 0,70	€ 0,70	€ 0,70 - € 5,95	€ 8,28 - € 9,65	€ 35,18 - € 41,02	€ 33,98 - € 43,42	€ 35,80 - € 44,37	€ 19,71	€17,44
Conditions de performance	Non	Oui(A)	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Méthode d'évaluation utilisée				Métho	de Binomiale				
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	€ 0,20	€ 0,70	€ 0,70 - € 4,98	€ 6,43 - € 9,65	€ 35,18 - € 41,02	€ 33,98 - € 44,33	€ 35,80 - € 44,37	€ 19,71	€17,44
Volatilité attendue (†)	55,7%	55,2%	53,5% - 55,0%	50,0% - 50,2%	39,9%	40,6% - 40,9%	41,0% - 41,3%	40,7%	37,2%
Taux d'actualisation <sup>(2)</sup>	3,58%	3,44%	2,62% - 3,38%	2,13% - 2,27%	0% - 0,52%	0,10% - 0,66%	0,54% - 0,60%	0,6%	-0,2%
Juste valeur de l'instrument	€ 0,05	€ 0,33 - € 0,38	€ 0,40 - € 2,58	€ 2,85 - € 4,98	€ 9,98 - € 16,82	€ 13,89 - € 14,55	€ 13,88 - € 17,55	€ 6,91	€ 6,81

### Évolution du nombre de BSA non destinés à des membres du personnel

	BSA
Solde au 1er Janvier, 2017	188 125
Attribués	57 290
Exercés	(59 139)
Annulés	; <del></del> -
Expirés	; <del></del> :
Solde au 31 Décembre, 2017	186 276
Attribués	125 000
Exercés	3
Annulés	(19 606)
Expirés	-
Solde au 31 Décembre, 2018	291 670
Attribués	105 680
Exercés	7
Annulés	(33 583)
Expirés	_
Solde au 31 Décembre, 2019	363 767

 <sup>(1)</sup> Basé sur la volatilité historique d'entités comparables
 (2) Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) - OAT TEC10
 (A) Toutes les conditions de performance associées au Plan B ont été satisfaites au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010

### Répartition du solde de clôture

Charles and the second	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Nombre d'instruments en circulation	186 276	291 670	363 767
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 23,93	€ 13,02	€14,83
Nombre d'instruments exerçables	86 385	108 780	156 604
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 15,86	€ 18,95	€17,52
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	7,6 ans	7,9 ans	7,6 ans

### Rapprochement avec l'état consolidé du résultat net

	7	31 décen	nbre 2017			31 décen	nbre 2010			31 décer	nbra 2019	
(En milliers d'euros) Actions gratuites Stock options / BSPGE	RAD (17.172) (1.452)	M&C (27/268) 19	GSA (11.778) (4.322)	Total (56.218) (5.755)	(17 366) (728)	M&C (22.694) (1.357)	G&A (10.318) (2.466)	Yotal (50 578) (4 581)	R&D (8.701) 376	MAG (15.437) 356	G&A (0.923) (2.054)	Total (34 961) (1 322)
Plan 5	-	-	-	-	Time.	-	-	-				### ·
Plan 6	(6)	- 1	(13)	(19)	in the same of the	_	-		-	V—V	-	942
Plan 7	(46)	199	(31)	121	(2)	1	-	(1)	-	- (x=);	_	770
Plan 8	(963)	164	(2 558)	(3 357)	143	(468)	(417)	(742)	117	81	(167)	31
Plan 9	(436)	(346)	(1 719)	(2 501)	(419)	(391)	(763)	(1 573)	180	231	(281)	130
Plan 10	-	-		-	(450)	(509)	(1 306)	(2 265)	79	159	(1 299)	(1 061)
Plan 11		-	-	-	-	_	-			(115)	(240)	(355)
Plan 12	100	-	-	-	. i <del>su</del>	_	-	-			(67)	(67)
BSA		200	(1.509)	(1.508)	144	- 1	(1.255)	(1.255)	Reim	-	(1.238)	(1.238)
Plan E, F, G and H	-	Committee Commit	(1 509)	(1 509)	-		(1 255)	(1 255)	-	\ <del>=</del> .	(1 238)	(1 238)
Total	(18 624)	(27.249)	[17 809]	(65.482)	(18 094)	(24261)	(48 059)	(60:874)	(0.325)	(15 081)	(10.215)	(30 621)

R&D : Frais de Recherche & Développement

**M&C:** Frais Marketing et Commerciaux

G&A: Frais Généraux & Administratifs

### Note 10 – Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la manière suivante

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Produits des Placement Trésorerie	782	893	1 365
Intérêts et commissions	(2 530)	(1 784)	(2 126)
- Intérêts sur endettement	(2 182)	(1 521)	(1 567)
- Commissions	(348)	(263)	(559)
Intérêts sur dettes locatives (1)	<del></del>	1011	(4 207)
Gain (Perte) de change	(6 635)	(3 340)	(3 997)
Autres produits et charges financiers	(58)	(74)	(423)
Total produits et charges financiers	(8 441)	(4 305)	(9 388)

<sup>(1)</sup> Application de la norme IFRS 16 Contrats de location à compter du 1er janvier 2019 (note 3).

Au 31 décembre 2019, le résultat financier est une perte s'élevant à 9,4 millions d'euros résultant principalement i) des intérêts sur dettes locatives suite à l'application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019, ii) des commissions de non-utilisation de la ligne de crédit renouvelable multidevises et iii), l'impact négatif des réévaluations net des couvertures associées . Au 31 décembre 2019, les principales positions supportant un risque de change sont centralisées et couvertes au niveau de la société-mère.

Au 31 décembre 2018, le résultat financier était une perte s'élevant à 4,3 millions d'euros résultant principalement i) des commissions de non-utilisation de la ligne de crédit renouvelable multidevises amendée en 2017 et ii) de l'impact limité des opérations de couverture sur les positions intragroupes entre Criteo SA et ses filiales américaine et brésilienne, suite à leur qualification en investissement net dans un établissement à l'étranger.

# Note 11 – Impôts sur les résultats

### Décomposition du poste « Impôts sur les résultats »

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Impôts exigibles	(39 791)	(45 986)	(21 506)
Impôts différés	11 742	6 939	(12 577)
Impôts sur les résultats	(28 049)	(39 047)	(34 083)

Comme précisé dans la note 3 - Principes et méthodes comptables, le Crédit d'Impôt Recherche n'est pas inclus dans le poste « Impôts sur les résultats » mais vient en déduction des Frais de recherche et développement (voir note 8 - Ventilation des charges de personnel) contrairement au Crédit d'Impôt Recherche américain pour un montant respectivement de 4,1 millions d'euros, 5,5 millions d'euros et de 4,9 millions d'euros aux 31 décembre 2017, 31 décembre 2018 et 2019.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), d'un montant de 4,9 millions d'euros, 5,0 millions d'euros et 4,9 millions d'euros pour les exercices clos respectivement au 31 décembre 2017, 31 décembre 2018 et 31 décembre 2019 est incluse dans le poste « Impôts exigibles ».

### Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique

Le tableau suivant illustre le rapprochement entre la charge d'impôt sur les résultats effective et la charge d'impôt théorique (charge d'impôt calculée au taux nominal de 34,43% hors contributions supplémentaires) :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Résultat avant impôt	114 185	120 480	115 798
Taux théorique d'impôt	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Charge d'impôt calculée au taux théorique	(39 314)	(41 481)	(39 869)
Eléments en réconciliation :			
- Crédit d'impôt recherche <sup>(1)</sup>	6 059	8 646	9 692
- Paiement fondé sur des actions net de déductions fiscales (UK et US) <sup>(2)</sup>	(537) (14 965)		(11 998)
- Beat waiver election <sup>(3)</sup>	S <del>erie</del> s S <del>éries</del>		(14 260)
- Différences permanentes <sup>(4)</sup>	(5 073)	(5 073) (10 145)	
<ul> <li>Impôt différés actifs non reconnus relatif aux pertes fiscales et aux différences temporaires (5)</li> </ul>	(12 738)	(9 876)	(2 423)
<ul> <li>Comptabilisation/ utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues (6)</li> </ul>	4 337	3 777	18 433
- C.V.A.E incluse en charge d'impôts	(2 544)	(3 259)	(3 244)
<ul> <li>Incidence des déductions fiscales spécifiques <sup>(7)</sup></li> </ul>	26 096	32 664	14 243
- Incidence des différences de taux d'imposition	(5 916)	(319)	4 267
- Autres Différences	1 581	(4 089)	(2 076)
mpôt reconnu au compte de résultat	(28 049)	(39 047)	(34 083)
Taux effectif d'impôt	(24,6)%	(32,5)%	(29,5)%

Incluant l'effet impôt du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) français déduit des charges opérationnelles de Recherche & Développement, et le Crédit d'Impôt Recherche américain présenté en charge d'impôt de la période.

<sup>(2)</sup> Dans la plupart des pays où le Groupe est implanté, les paiements fondés sur des actions n'impliquent pas d'impacts fiscaux à la date d'attribution ou à la date d'exercice sauf au Royaume-Uni (à l'exercice) ou aux États-Unis (sous conditions). La déduction fiscale au Royaume-Uni et aux États-Unis liée aux exercices de la période a été compensée par la charge reconnue au titre des paiements fondés sur des actions non imposée.

Règlement émis par le département du Trésor des États-Unis dans le cadre de la "Base Erosion Anti-abuse Tax" (BEAT) donnant l'option de renoncer à la déductibilité de charges exclues de la base de calcul de la taxe.

<sup>(4)</sup> Incluant principalement des charges de personnel, charges d'amortissements et opérations intragroupe.

<sup>(5)</sup> Les actifs d'impôts différés non reconnus concernent principalement Criteo Ltd, Criteo Corp., Criteo Singapore Pte.Ltd et Criteo do Brasil LTDA et Criteo Pty.

<sup>(6)</sup> En 2019, reconnaissance de déficits antérieurs non reconnus de Criteo Corp., générée par l'option offerte dans le cadre de la taxe américaine BEAT<sup>(3)</sup>

<sup>(7)</sup> Les déductions fiscales spécifiques concernent l'imposition à taux réduit des redevances technologiques facturées par Criteo SA à ses filiales.

#### Actif et passifs d'Impôt différé

Le tableau suivant présente les variations des principales sources d'impôts différés actifs et passifs :

(En milliers d'euros)	Provision Retraite	Déficits fiscaux	Immobilisation incorporelle et corporelle	Autres	Plafonnement des impôts différés	Position nette
Solde au 1er Janvier 2017	1 145	25 104	(4 650)	25 533	(18 879)	28 253
Variation en résultat net	401	3 014	13 482	1 785	(6 940)	11 742
Variation en autres éléments du résultat global	31			9 443	; <del></del>	9 474
Variation de périmètre		-	(31 022)	-	395	(30 627)
Différences de change	-	2 960	3 347	(2 565)	(3 822)	(80)
Reclassement	(98)	*		98	: <del>1 -                                   </del>	:
Solde au 31 décembre 2017	1 479	31 078	(18 843)	34 294	(29 246)	18 762
Variation en résultat net	518	15 861	6 574	(7 478)	(8 536)	6 939
Variation en autres éléments du résultat global	(360)	-	:==:	:	90	(270)
Variation de périmètre	28	1 465	(7 968)	-	486	(5 989)
Différences de change	(mark)	638	(532)	937	(475)	568
Reclassement	=	(695)	· — ·	695	==	-
Solde au 31 décembre 2018	1 665	48 347	(20 769)	28 448	(37 681)	20 010
Variation en résultat net	513	(24 911)	1 631	(5 640)	15 892	(12 515)
Variation en autres éléments du résultat global	422	<del></del> :	=	=	(277)	145
Variation de périmètre	<u> </u>	(288)	A	:	288	-
Différences de change		680	(391)	502	(688)	103
Reclassement	-	-	( <del>)</del>	9 920	4	9 920
Solde au 31 décembre 2019	2 600	23 828	(19 529)	33 230	(22 466)	17 663

Au 31 décembre 2017, 31 décembre 2018 et 31 décembre 2019, les impôts différés net non reconnus s'élevaient respectivement à 29,2 millions d'euros, 37,7 millions d'euros et 22,5 millions d'euros et concernent principalement Criteo Corp. (12,2 millions d'euros, 16,2 millions d'euros et 11,4 millions d'euros respectivement), Criteo do Brazil Ltda (0,0 millions d'euros, 3,0 millions d'euros et 2,9 millions d'euros), Criteo Ltd (5,2 millions d'euros, 6,3 millions d'euros et 6,7 millions d'euros, respectivement), Criteo China (5,4 millions d'euros, 3,1 millions d'euros, et 2,9 millions millions d'euros respectivement) and Criteo France (2,4 millions d'euros, 3,5 millions d'euros et (6,8) millions d'euros respectivement).

Le reclassement indiqué en "Autres" est relatif au reclassement de la créance relative au crédit d'impot recherche de la filiale américaine.

Le Groupe a des pertes fiscales reportables générées par les filiales américaines et chinoises pour respectivement 8,1 millions d'euros et 2,9 millions d'euros dont les 1ères dates d'échéance sont respectivement 2030 et 2021. Le Groupe a des pertes fiscales générées par la filiale anglaise pour 6,2 millions d'euros, sans date d'échéance.

#### Créances et dettes d'impôts sur le résultat

Les créances d'impôts sur le résultat correspondent principalement aux acomptes et crédits d'impôts de Criteo S.A., Criteo Gmbh et Criteo Nordics. Les dettes d'impôt sur le résultat concernent principalement Criteo K.K et Criteo Korea.

#### Contrôle fiscal en cours aux Etat-Unis

Le 27 septembre 2017, une notification provisoire a été reçue de l'administration fiscale américaine (IRS - Internal Revenue Service) concernant les comptes de l'exercice 2014 de la filiale Criteo Corp., confirmée dans la notification définitive datée du 8 février 2018. Si la position de l'IRS prévaut, il en résulterait une dette d'impôt au taux fédéral d'un montant maximal de 15 millions de dollars, hors honoraires, intérêts et pénalités. Le Groupe conteste actuellement la position défendue par l'administration fiscale américaine.

# Note 12 – Catégories d'actifs et passifs financiers

### **Actif financiers**

Les tableaux suivants présentent les catégories d'actifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

	31 t	والمستقد والمستقد	
(En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur
Actif financiers non courants	16 280	16 280	16 280
Clients et comptes rattachés	403 651	403 651	403 651
Autres créances d'exploitation	69 912	69 912	69 912
dont instruments dérivés	*	<del>1000</del> 0	4 302
Trésorerie et équivalents de trésorerie	345 292	<del></del>	345 292
Total	835 135	489 843	835 135

	31 Décembre 2018			
(En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur	
Actif financiers non courants	17 869	17 869	17 869	
Clients et comptes rattachés	413 887	413 887	413 887	
Autres créances d'exploitation	66 002	66 002	66 002	
dont instruments dérivés	=		1 487	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	318 276		318 276	
Total	816 034	497 758	816 034	

	31	31 Décembre 2019			
(En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Prêts et créances	Juste valeur		
Actif financiers non courants	19 358	19 358	19 358		
Clients et comptes rattachés	425 640	425 640	425 640		
Autres créances d'exploitation	69 139	69 139	69 139		
dont instruments dérivés	-		-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	372 751	<del></del> :	372 751		
Total	886 888	514 137	886 888		

### Passifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories des passifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

		31 Décembre 2017		
(En milliers d'euros)		Valeur au bilan	Juste valeur	
Dettes financières	"	3 049	3 049	
	dont instruments dérivés	-	-	
Fournisseurs et comptes rattache	és	347 847	347 847	
Autres dettes d'exploitation		157 876	157 876	
Total		508 772	508 772	
		31 Décem	bre 2018	
(En milliers d'euros)		Valeur au bilan	Juste valeur	
Dettes financières		3 063	3 063	
	dont instruments dérivés		-	
Fournisseurs et comptes rattache	és	371 508	371 508	
Autres dettes d'exploitation		146 119	146 119	
Total		520 690	520 690	
		31 Décem	bre 2019	
(En milliers d'euros)		Valeur au bilan	Juste valeur	
Dettes financières		3 920	3 920	
C	dont instruments dérivés	_	1 143	
Fournisseurs et comptes rattaché	és	347 564	347 564	
Autres dettes d'exploitation		141 985	141 985	
Total		493 469	493 469	

### Note 13 - Goodwill

(En milliers d'euros)	Goodwill
Valeur nette au 1er Janvier 2018	197 470
Acquisitions	67 946
Différences de change	7 843
Valeur nette au 31 Décembre 2018	273 259
- Valeur brute fin de période	273 259
Valeur nette au 1er Janvier 2019	273 259
Acquisitions	4 606
Différences de change	4 403
Valeur nette au 31 Décembre 2019	282 268
- Valeur brute fin de période	282 268

Les acquisitions de la période sont liées à deux regroupements d'entreprise qui ne sont pas matériels pour les états financiers consolidés du Groupe.

Le 29 octobre 2018, Criteo Corp., filiale américaine de la société Criteo SA, a acquis Manage.com Inc., une société ayant développé une solution attractive d'applications mobiles pour l'acquisition de clients pour un montant de 60 millions de dollars (51,8 millions d'euros) pour l'acquisition des titres. Cette acquisition a été financée par prélèvement sur la trésorerie disponible du Groupe. Ce regroupement d'entreprise a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. Une évaluation des actifs acquis et passif encourus a été effectuée et a permis l'identification d'une technologie et d'une clientèle pour respectivement 9,8 millions de dollars (8,4 millions d'euros) et 7,3 millions de dollars (6,3 millions d'euros) et de l'impôt différé passif correspondant pour 4,4 millions de dollars (3,8 millions d'euros). Un goodwill résiduel a été évalué à 45,0 millions de dollars (40,0 millions d'euros),post ajustements liés au besoin en fonds de roulement. Les coûts d'acquisition encourus s'élèvent à 1,0 millions de dollars (0,9 millions d'euros).

Le 3 août 2018, Criteo SA, a acquis Storetail Marketing Services SAS, une plateforme technologique permettant aux retailers de monétiser des emplacements natifs sur leurs sites de e-commerce sur une base CPM. Le Groupe a acquis l'ensemble des actions de Storetail pour un montant de 41,3 millions d'euros dont 37,7 millions d'euros prélevés sur la trésorerie disponible du Groupe, et 3,6 millions d'euros de paiements différés en actions sur dans les deux ans suivant la date d'acquisition. Ce regroupement d'entreprise a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. Une évaluation des actifs acquis et passif encourus a été effectuée et a permis l'identification d'une plateforme technologique marketing pour 12,2 millions d'euros et de l'impôt différé passif correspondant pour 3,6 millions d'euros. Un goodwill résiduel a été évalué à 27,8 millions d'euros. Les coûts d'acquisition encourus s'élèvent à 0,6 millions d'euros.

Le 9 novembre 2016, Criteo Corp., filiale américaine de la société Criteo SA, a acquis HookLogic Inc., une société basée à New York, spécialisée dans le ciblage de consommateurs pour le compte de marketeurs grâce à un réseau d'e-commerçants et agences de voyages membres de sa place de marché publicitaire pour un montant définitif de 249,0 millions de dollars (225,9 millions d'euros), suite à un ajustement sur le besoin en fond de roulement, pour l'acquisition des titres. Cette acquisition a été financée à hauteur de (i) 75,0 millions de dollars (68,3 millions d'euros) par tirage sur la ligne de crédit contractée en septembre 2015, et de (ii) de 174,0 millions de dollars (157,6 millions d'euros) par prélèvement sur la trésorerie disponible du Groupe. Suite à la réalisation de l'allocation du prix d'acquisition, des actifs incorporels ont été identifiés (technologie : 15,1 millions de dollars (13,7 millions d'euros), relations clients : 78,3 millions de dollars (71 millions d'euros)) ainsi que les impôts différés passifs y afférents (32,1 millions de dollars (29,1 millions d'euros)). Un goodwill résiduel a été évalué à 188,6 millions de dollars (157,2 millions d'euros). Les coûts d'acquisition encourus s'élèvent à 2,2 millions de dollars (2,0 millions d'euros).

Au 31 décembre 2019, 2018 et 2017, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable l'unité génératrice de trésorerie dépassait la valeur comptable de cette dernière.

### Note 14 – Immobilisations incorporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Logiciels	Technologie et Relations clients	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2018	10 968	64 808	4 456	80 232
Acquisitions	-	_	9 684	9 684
Cessions			(16)	(16)
Amortissements et pertes de valeur	(8 036)	(13 465)	.—	(21 501)
Variation de périmètre		27 184	16	27 200
Différences de change	2	2 239	7	2 248
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	8 652	2 ====	(8 652)	·
Valeur nette au 31 Décembre 2018	11 586	80 766	5 495	97 847
Valeur brute fin de période	36 822	125 673	5 495	167 990
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(25 236)	(44 907)	=	(70 143)
Valeur nette au 1er Janvier 2019	11 586	80 766	5 495	97 847
Acquisitions	2 346	) <del></del>	8 528	10 874
Cessions	-	7	-	-
Amortissements et pertes de valeur	(8 023)	(24 928)		(32 951)
Variation de périmètre	97	1	3=8	97
Différences de change	<u> </u>	1 469	4	1 473
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	11 009		(11 009)	-
Valeur nette au 31 Décembre 2019	17 015	57 307	3 018	77 340
Valeur brute fin de période	50 294	127 651	3 018	180 963
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(33 279)	(70 344)	· ·	(103 623)

Les acquisitions de logiciels concernent essentiellement les logiciels à usage interne et les licences informatiques.

Le montant des amortissements et pertes de valeur sur les technologies et relations clients correspond à l'amortissement des technologies acquises par Criteo SA lors des regroupements d'entreprises avec HookLogic, Storetail Marketing SAS ("Storetail") et Manage.com ("Manage"). La variation de la période reflète la décision d'accélérer l'amortissement de la technologie de Manage suite à la révision de la durée d'utilité en raison du décommissionnement anticipé de la plateforme technologique de Manage et de la perte de valeur constatée sur les relations clients de Manage liée à une performance moins élevée que prévue à la date d'acquisition, largement due à une très forte concentration clients et à un environnement commercial volatile.

Aucun autre événement intervenu sur la période présente un risque de perte de valeur.

La durée de vie moyenne des logiciels d'une part, de la technologie et des relations clients d'autre part, est respectivement de 3 ans et entre 3 et 9 ans.

### Note 15 – Immobilisations corporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations corporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Installations et agencements	Matériel et mobilier	Immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2018	18 567	92 006	24 282	134 855
Acquisitions	911	23 509	64 977	89 397
Cessions et mises au rebut	(16)	(152)	(24)	(192)
Amortissements	(5 104)	(61 124)	_	(66 228)
Variation de périmètre	22	89		111
Différences de change	502	1 937	326	2 765
Transferts d'immobilisations en cours	1 611	70 196	(71 807)	
Valeur nette au 31 Décembre 2018	16 493	126 461	17 754	160 708
Valeur brute fin de période	31 842	319 907	17 754	369 503
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(15 349)	(193 446)		(208 795)
Valeur nette au 1er Janvier 2019	16 493	126 461	17 754	160 708
Acquisitions	416	20 652	41 944	63 012
Cessions et mises au rebut	(891)	(808)	(11)	(1 710)
Amortissement	(5 697)	(44 861)	-	(50 558)
Variation de périmètre	_	5	(2)	3
Différences de change	298	849	230	1 377
Transferts d'immobilisations en cours	797	55 286	(56 083)	=
Valeur nette au 31 Décembre 2019	11 416	157 584	3 832	172 832
Valeur brute fin de période	31 561	367 557	3 832	402 950
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(20 145)	(209 973)	S <del>-10</del>	(230 118)

Les mouvements dans les immobilisations corporelles concernent principalement les acquisitions de serveurs et équipements informatiques associés dans les filiales française, américaine and japonaise où sont localisés les Data Centers du Groupe.

### Note 16 – Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés du nantissement d'un compte à terme pour un montant de 5,6 millions d'euros, exigé par la banque en contrepartie de l'octroi d'une garantie à première demande au profit du bailleur du siège social et des dépôts de garantie sur des locations immobilières en France, Royaume-Uni, Singapour, Espagne, Japon et États Unis.

### Note 17 - Contrats de location

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » au 1er janvier 2019 (date d'application obligatoire). Cette norme remplace la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. Pour les preneurs, la comptabilisation est désormais basée sur un modèle unique, résultant de la suppression de la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. IFRS 16 prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Les hypothèses retenues par le Groupe parmi les options de transition et traitement permanent prévues par la norme IFRS 16 sont les suivantes :

#### Mesures de transition :

- Utilisation de la méthode rétrospective simplifiée. Pas de retraitement des périodes comparatives ;
- Le passif au titre de la location est évalué à la valeur actuelle des paiements de location restant dus. Le Groupe utilise des connaissances acquises a posteriori, par exemple pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de renouvellement ou de résiliation ;
- Le droit d'utilisation à la date de transition est égal au passif du contrat de location, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer;
- Exclusion des contrats de faibles valeurs et des contrats d'une durée résiduelle inférieure à douze mois;
- Le taux d'actualisation appliqué en date de transition correspond au taux marginal d'emprunt déterminé sur la duration résiduelle des contrats pour l'ensemble du Groupe ;
- Dans le cadre de la centralisation de la Trésorerie du Groupe, la majorité des contrats de location sont négociés et signés par des représentants légaux de Criteo S.A. Par conséquent le taux marginal d'emprunt de Criteo S.A. est utilisé pour tous les contrats et est ajusté en fonction de la devise et des termes du contrat à la date de prise d'effet;
- Application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats présentant des caractéristiques similaires.
- Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au titre de l'amortissement linéaire du droit d'utilisation sur la durée du contrat de location. Les intérêts sont comptabilisés sur la durée du bail en fonction du taux marginal d'emprunt au début du bail. Les coûts variables sont enregistrés en charges au cours de la période encourue.

Les composantes de la charge de location sont les suivantes :

	3	31 Décembre 2019		
(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total	
Charges d'amortissements et de dépréciation	33 988	20 678	54 666	
Charges d'intérêts	3 418	789	4 207	
Charges locative court terme	2 051	1 631	3 682	
Charges locative variable	534		534	
Produits de sous-location	(2 605)	-	(2 605)	
Total	37 386	23 098	60 484	

Les droits d'utilisation se décompensent ainsi, par nature d'actif sous-jacent :

	31 Décembre 2019		
(En milliers d'€)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Bureaux	243 744	(150 919)	92 825
Serveurs	98 040	(64 798)	33 242
Total	341 784	(215 717)	126 067

La variation du solde net des droits d'utilisation au cours de l'exercice est constituée des éléments suivants :

(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2019	134 804	43 647	178 451
Nouveaux contrats / modifications du périmètre des contrats	(9 227)	9 734	507
Amortissement	(26 800)	(20 678)	(47 478)
Dépréciation	(7 719)	=	(7 719)
Différences de change	1 767	539	2 306
Valeur nette au 31 Décembre 2019	92 825	33 242	126 067

Les dettes locatives se décomposent ainsi

	31 Décembre 2019		
(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
Dettes locatives à plus d'un an	85 120	21 210	106 330
Dettes locatives à moins d'un an	24 940	15 936	40 876
Total	110 060	37 146	147 206

Au 31 Décembre 2019, l'échéancier des paiements minimum futurs des contrats de location est détaillé comme suit :

(En milliers d'€)	Bureaux	Serveurs	Total
2020	24 491	16 847	41 338
2021	25 837	10 850	36 687
2022	23 907	7 528	31 435
2023	15 766	1 921	17 687
2024	7 790	( <del></del> )	7 790
2025 et au-delà	12 269		12 269
Total	110 060	37 146	147 206

Au 31 Décembre 2019, le montant des contrats de location de bureaux qui n'ont pas encore débuté et qui résulteront en une augmentation des dettes de location et droit d'utilisation s'élèvent à 10.5 million d'euros. Ces contrats débuteront au cours de l'année 2020.

### Note 18 - Créances clients

Le tableau suivant présente la ventilation de la valeur nette comptable des créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Créances clients et comptes rattachés	421 010	436 524	443 105
Dépréciation	(17 359)	(22 637)	(17 465)
Valeur nette fin de période	403 651	413 887	425 640

Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations de créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Montant début de période	(11 002)	(17 359)	(22 637)
Provision pour dépréciation	(11 810)	(14 964)	(13 055)
Reprise de provision	4 275	10 129	18 591
Variations de périmètre	0=3	(132)	-
Écart de conversion	1 178	(311)	(364)
Montant fin de période	(17 359)	(22 637)	(17 465)

### Note 19 – Autres créances d'exploitation

Le tableau suivant présente le détail des autres actifs courants pour les exercices présentés

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Fournisseurs débiteurs	2 705	3 542	4 547
Créances sociales	97	197	249
Créances fiscales	48 650	46 584	54 232
Débiteurs divers	3 960	3 454	3 087
Charges constatées d'avance	10 198	10 738	7 024
Instruments financiers dérivés	4 302	1 487	-
Valeur brute fin de période	69 912	66 002	69 139
Valeur nette fin de période	69 912	66 002	69 139

Les créances fiscales concernent principalement les créances de TVA et les créances de Crédit Impôt Recherche. Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement des loyers payés d'avance.

### Note 20 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

### État consolidé de la situation financière

Le tableau suivant présente la ventilation du poste «Trésorerie et équivalents de trésorerie » pour chaque exercice présenté :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Comptes à terme	122 467	109 556	168 345
Disponibilités	222 825	208 720	204 406
Trésorerie et équivalents de trésorerie	345 292	318 276	372 751

Les équivalents de trésorerie comprennent des comptes à terme qui respectent les critères de la norme IAS 7 : placements à court terme très liquides et présentant un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

### Tableau consolidé des flux de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » de clôture, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, peut être réconcilié avec les postes de l'état consolidé de la situation financière, comme suit :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Trésorerie et Équivalents de Trésorerie	345 292	318 276	372 751
Trésorerie Nette	345 292	318 276	372 751

# Note 21 – Reconnaissance du chiffre d'affaires lié à des contrats avec les clients

#### Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe commercialise des services publicitaires en ligne directement auprès de ses clients ou auprès d'agences publicitaires. Les services publicitaires commercialisés consistent en l'affichage de bannières personnalisées au niveau d'un produit. Historiquement, le chiffre d'affaire est généré dès lors qu'un utilisateur clique sur une bannière. Les campagnes publicitaires sont valorisées selon le modèle du coût par clic (« CPC »), basé sur le nombre de clics générés par les utilisateurs sur chaque bannière publicitaire. Récemment, l'offre de services du Groupe a été étendue pour répondre à un éventail plus large d'objectifs marketing des clients incluant une combinaison de coût par installation et de coût par impression pour une sélection de services, en complément du coût par clic.

L'offre de service du Groupe inclue deux familles de solutions pour les clients:

- Criteo Marketing Solutions, permet aux marques et aux entreprises de e-commerce d'adresser plusieurs objectifs marketing en engageant leurs clients à travers des publicités sur internet, mobile ou en magasins.
- Criteo Retail Media, permet aux revendeurs de générer du chiffre d'affaires pour les marques, et/ou de dynamiser leurs propres ventes, en monétisant leurs données et audiences à travers des publicités digitales personnalisées leur appartenant ou sur l'open internet, tout en leur permettant d'adresser plusieurs objectifs marketing.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les services ont été transférés aux clients ou aux agences publicitaires, pour un montant qui reflète la rémunération attendue en échange des services rendus.

Pour les campagnes valorisées au coût par clic ou au coût par installation, le chiffre d'affaire est comptabilisé lorsque l'utilisateur clique sur une bannière personnalisée et affichée par le Groupe ou installe une application.

Pour les campagnes valorisées au coût par impression, le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que la bannière personnalisée est affichée à l'utilisateur.

Le Groupe intervient en sa qualité de principal et par conséquent (1) contrôle l'inventaire publicitaire (espace sur les sites internet) avant transfert aux clients ; (2) est le seul responsable de la réalisation de l'engagement publicitaire et des risques d'inventaires ; (3) détermine librement les prix de vente. Par conséquent, en se basant sur les facteurs précédemment énoncés, le chiffre d'affaires et les coûts encourus sont présentés sur une base brute.

### Désagrégation du chiffre d'affaires

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires consolidé de chaque zone géographique pour chaque exercice présenté. Le chiffre d'affaires par zone géographique est basé selon le pays de réalisation des campagnes des annonceurs.

(En milliers d'euros)	Amérique	EMEA	Asie-Pacifique	Total
31 Décembre 2017	878 804	716 542	441 119	2 036 465
31 Décembre 2018	808 865	711 110	428 972	1 948 947
31 Décembre 2019	850 570	720 099	449 446	2 020 115

En excluant l'activité historique de conversion du Groupe de la famille Criteo Marketing Solution (anciennement appelée Criteo Dynamic Retargeting), aucune solution individuelle n'a représenté plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé pour les exercices présentés.

#### Mesures de simplification

La valeur des obligations de performance non satisfaites n'est pas communiquée pour (i) les contrats ayant initialement une durée inférieure ou égale à un an et (ii) pour les contrats pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu au montant pour lequel le Groupe a le droit de facturer pour les services rendus.

En règle générale, une charge pour les commissions de vente est constatée dès leur realisation car la durée d'amortissement pourrait être inférieure ou égale à un an. Ces charges sont comptabilisées en frais Marketing et Commerciaux.

### Note 22 - Capital social

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que (i) les entités du Groupe seront en mesure de maintenir la continuité de leur exploitation tout en (ii) maximisant le rendement pour les investisseurs au moyen de l'optimisation de la dette financière et des fonds propres.

La structure financière du Groupe est composée de l'endettement net (Dettes financières nettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie) et des fonds propres (composés du capital, des primes et réserves, du résultat net et des participations ne donnant pas le contrôle).

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte ou exigence externe en matière de capital.

### Variation du nombre d'actions en circulation

(En nembre d'actions)	Actions ordinaires
En circulation au 1er Janvier 2018	66 085 097
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE, vestings d'actions gratuites (1)	1 466 247
En circulation au 31 Décembre 2018 avant complément de prix Storetail et programme de rachat d'actions propres	67 551 344
Complément de prix Storetail	156 859
En circulation au 31 Décembre 2018 après complément de prix Storetail et avant programme de rachat d'actions propres	67 708 203
Programme de rachat d'actions propres (cf. Note 4)	(3 459 119)
En circulation au 31 Décembre 2018 après complément de prix Storetail et programme de rachat d'actions propres	64 249 084
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE, vestings d'actions gratuites (2)	83 266
Réduction de capital (3)	(1 594 288)
En circulation au 31 Décembre 2019 avant programme de rachat d'actions propres	66 197 181
Programme de rachat d'actions propres (cf. Note 4) (3)	(444 554)
En circulation au 31 Décembre 2019 après programme de rachat d'actions propres	62 293 508

<sup>(1)</sup> Approuvé par le Conseil d'administration du 1er mars 2018, 16 mars 2018, 25 avril 2018, 26 juillet 2018, 25 octobre 2018 et 12 décembre 2018
(2) Approuvé par le Conseil d'administration du 1er mars 2019, 25 avril 2019, 25 juin 2019, 25 juillet 2019, 24 octobre 2019

 <sup>(2)</sup> Approuvé par le Conseil d'administration du 1er mars 2019, 25 avril 2019, 25 juin 2019, 25 juillet 2019, 24 octobre 2019 et 11 décembre 2019
 (3) Le 8 février 2019, le Conseil d'administration a constaté la réduction de capital de Criteo S.A. suite à l'annulation de

<sup>(3)</sup> Le 8 février 2019, le Conseil d'administration a constaté la réduction de capital de Criteo S.A. suite à l'annulation de 1 594 288 actions propres rachetées dans le cadre du programme de rachats d'actions.

### Note 23 - Résultat par action

### Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	81 305	75 304	77 120
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	65 143 036	66 456 890	64 305 965
Résultat de base par action	1,25€	1,13 €	1,20 €

### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré des actions potentiellement dilutives non encore émises en fonction des plans d'attribution de BSCPE, BSA, OSA et d'actions gratuites (note 9). Il n'a pas d'autres instruments dilutifs potentiels aux 31 décembre 2017, 2018 et 2019. Par conséquent, l'effet dilutif potentiel total est pris en compte.

Pour chaque exercice présenté, un instrument de capitaux propres (i.e. une option de souscription d'action, un bon de souscription d'action, une action gratuite ou encore un BSPCE) est considéré comme potentiellement dilutif, s'il est « dans la monnaie » (c'est-à-dire si le prix d'exercice ou de règlement est inférieur au prix moyen du marché).

	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	81 305	75 304	77 120
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	65 143 036	66 456 890	64 305 965
Effet des instruments dilutifs :	1 901 162	938 163	1 240 725
- Attributions Gratuites d'Action (AGA)	934 213	550 736	932 694
- Options de Souscription d'Action (O.S.A) et BSPCE	911 616	348 566	271 756
- Bons de souscription d'Action (BSA)	55 333	38 861	36 276
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	67 044 198	67 395 053	65 546 690
Résultat dilué par action	1,21 €	1,12€	1,18 €

### Note 24 – Avantages du personnel

### Régimes de retraite à prestations définies

Conformément à la loi française et à la convention collective Syntec, les salariés français ont droit à une indemnité versée lors du départ à la retraite.

Le tableau suivant présente les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Valeur actuelle de l'engagement retraite début d'exercice	3 056	4 293	4 835
Coût des services rendus	1 090	1 431	1 390
Coût financier	58	73	101
Ecarts actuariels	89	(1 046)	1 227
Variation de périmètre	-	84	Ş <del>4</del>
Valeur actuelle de l'engagement retraite fin d'exercice	4 293	4 835	7 553

Le rapprochement entre les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies de la situation financière consolidée et la charge comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net pour les exercices présentés est illustré dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	y was progressing the	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Coût des services re	endus	(1 090)	(1 431)	(1 390)
	- Frais de recherche et développement	(550)	(715)	(679)
	- Frais marketing et commerciaux	(220)	(274)	(253)
	<ul> <li>Frais généraux et administratifs</li> </ul>	(320)	(442)	(458)
Coût financier		(58)	(73)	(101)
	- Produits et charges financiers	(58)	(73)	(101)
Ecarts actuariels		(89)	(1 046)	(1 227)
	- Autres éléments du résultat global	(89)	(1 046)	(1 227)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à prestations définies sont présentées ci-dessous :

	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Taux d'actualisation (Oblig. AA)	1,70%	2,10%	1,10%
Taux de revalorisation des salaires	5,00%	5,00%	5,00%
Taux de charges sociales	49% - 50%	49% - 50%	49% - 50%
Age de départ en retraite	Table progressive	Table progressive	Table progressive
Table de mortalité	TH-TF 2000-2002 décalée	TH-TF 2000-2002 décalée	TH-TF 2000-2002 décalée
Hypothèses de tournover des effectifs	0 - 10.5%	0 - 10.5%	0 - 10.5%

### Régimes de retraite à cotisations définies

La charge totale comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au titre des régimes de retraite à cotisations définies est présentée ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
	2017	2018	2019
Charge de Personnel comptabilisée au titre des régimes à cotisations définies	(12 711)	(14 324)	(14 011)

### Note 25 – Passifs financiers

Les variations des passifs financiers courants et non courants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont présentées dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2018	Nouveaux emprunts	Remboursement	Variations de périmètre	Autres (2)	Différences de change	31 Décembre 2019
Emprunts bancaires (1)	1 784	-	-		(1 484)	-	300
Dettes financières diverses	390	) <del>(******</del> )(	<del>-</del>	***	(13)	7	384
Total non courant	2 174			∃im jek⇔k	(1 497)	7	684
Emprunts bancaires (1)	782	-	(595)	- 17	1 392	=	1 579
Dettes financières diverses	107	348	(58)	-	105	12	514
Instruments dérivés			<del></del>		1 143	-	1 143
Total courant	889	348	(653)		2 640	12	3 236
Emprunts bancaires (1)	2 566	_	(595)		(92)	_	1 879
Dettes financières diverses	497	348	(58)	144	92	19	898
Instruments dérivés		-	-	-	1 143	-	1 143
Total	3 063	348	(653)		1 143	19	3 920

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus

Le Groupe a signé différents accords de prêts avec des établissements financiers tiers dédiés au financement d'actifs corporels, comme indiqué ci-dessous :

Date d'octroi	Montant autorisé (en milliers)	Montant tiré (Facilité de crédit)	Solde au 31 décembre 2019	Taux	Echéance
20 février 2014	N/A	N/A	900€	Fixe: 2,09%	Mai 2021
Autres	N/A	N/A	802€	( <del></del> )	post 2023
Autres emprunts					
	N/A	N/A	148€	-	2024
Facilité de crédit renouvelable - Criteo SA					
24 septembre 2015	350 000 €	.—	_	Euribor ou Libor + marge ajustable en fonction du ration de Leverage	Mars 2022

<sup>(2)</sup> dont classification courant / non courant

Le 24 septembre 2015, une ligne de crédit renouvelable multidevises auprès de BNP Paribas, Crédit Lyonnais (LCL), HSBC France, Natixis et Société Générale, d'un montant de 250,0 millions d'euros (ou d'un montant équivalent en dollars ou dans d'autres devises optionnelles sous conditions) a été contractée pour une durée de cinq ans. Cette nouvelle ligne de crédit multidevises non garantie est destinée à financer les besoins généraux du Groupe, incluant les opérations de croissance externe. Les intérêts sont basés sur un taux de référence égal à la somme du taux Euribor / Libor selon un tirage en euros / dollars, plus une marge ajustable en fonction du ratio de levier et de coûts additionnels applicables contractuels. L'accord contient des clauses obligatoires d'usage relatives aux prépaiements, indemnités, représentations, engagements (ratio dette nette sur EBITDA ajustée, restrictions en cas de nouvel endettement) et défaillance. En 2017, l'accord a été amendé augmentant notamment le montant de la facilité de crédit de 250 à 350 millions d'euros et la durée de terme de 2020 à 2022. Au 31 décembre 2016, cet emprunt a fait l'objet d'un tirage à hauteur de 75,0 millions de dollars (68,0 millions d'euros), totalement remboursé au cours du 2e trimestre 2017. Aux 31 décembre 2017, 2018 et 2019, le Groupe n'a procédé à aucun tirage sur la ligne de crédit.

En février 2014, un prêt a été contracté auprès de la BPI France (Banque Publique d'Investissements) pour financer le développement du Groupe correspondant à une ligne de crédit d'un montant de 3 millions d'euros, d'une durée de sept ans, remboursable trimestriellement après une période de deux ans. Au 31 décembre 2019, le solde de cet emprunt est de 1,5 million d'euros.

Ces prêts intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception du covenant relatif à la ligne de crédit de 350,0 millions d'euros, respecté au 31 décembre 2019.

### Note 26 - Endettement net

L'endettement net du Groupe est calculé en déduisant la trésorerie et les équivalents de trésorerie des passifs financiers. Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devises.

Comme indiqué dans les notes 5 et 20, les risques de marché sont contrôlés par la Direction, qui définit la politique de gestion de l'endettement financier net consolidé, notamment en termes de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et d'exposition aux risques de contrepartie pour les mois à venir et analyse de la gestion passée (transactions réalisées, résultats financiers).

Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devise.

### Endettement net par échéance

AMERICAN AND AND AND AND AND AND AND AND AND A	Valeur au	Echéance				
(En milliers d'euros)	bilan	2020	2021	2022	2023	2024
Emprunts bancaires (1)	1 879	1 316	380	88	55	40
Dettes financières diverses	898	512	386	1.	=	=
Instruments dérivés	1 143	1 143	-	V <u></u>	_	_
Total dettes financières	3 920	2 971	766	88	55	40
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(372 751)	(372 751)	<u>=</u>	( <del>)</del>		_
Total Endettement net	(368 831)	(369 780)	766	88	55	40

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus

### Endettement net par devise

Jen william Alexand	Valeur au	Devise					110
(En milliers d'euros)	bilan	EUR	GBP	USD	JPY	KRW	AUTRES
Emprunts bancaires <sup>(1)</sup>	1 879	1 879	, T.T.	0.500	_	-	-
Dettes financières diverses	898	32	329	537	=	=	=
Instruments dérivés	1 143	1 143		7=	-	1	_
Total dettes financières	3 920	3 054	329	537			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(372 751)	(251 942)	(5 602)	(58 316)	(23 837)	(17 738)	(15 316)
Total Endettement net	(368 831)	(248 888)	(5 273)	(57 779)	(23 837)	(17 738)	(15 316)

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus

### Note 27 – Provisions

La variation des provisions est détaillée dans le tableau suivant

(En milliers d'euros)	Provisions pour litiges sociaux	Autres provisions	Total
Solde au 1er Janvier 2018	458	1 041	1 499
Dotations	275	1 583	1 858
Reprises de provision utilisée	(152)	(331)	(483)
Reprises de provision non utilisée	(342)	(244)	(586)
Différences de change	(23)	40	17
Solde au 31 Décembre 2018	216	2 089	2 305
Dotations	412	3 391	3 803
Reprises de provision utilisée	(73)	-	(73)
Reprises de provision non utilisée	:===	(359)	(359)
Différences de change	( <del></del>	5	5
Solde au 31 Décembre 2019	555	5 126	5 681
courant	555	5 126	5 681

Les provisions concernent principalement des litiges provisionnés selon le meilleur estimé de la Direction de la sortie de ressources pour éteindre l'obligation.

### Note 28 – Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Clients avances et acomptes	19 893	9 020	12 120
Clients avoirs à établir	8 036	11 514	14 616
Dettes sociales	55 214	57 536	66 566
Dettes fiscales	47 896	47 433	43 477
Dettes sur immobilisations	25 853	18 961	4 159
Dettes diverses	395	1 111	845
Produits constatés d'avance	589	544	202
Total	157 876	146 119	141 985

La variation des « Dettes sur immobilisations » est liée principalement aux acquisitions significatives de serveurs et d'installations et agencements sur 2018 payées sur 2019.

### Note 29 - Engagements hors-bilan

### Autres engagements non résiliables

Au 31 décembre 2019, le Groupe a 6,0 millions d'euros d'autres engagements non résiliables liés aux licences des logiciels et de maintenance ainsi que 0,9 millions d'euros d'engagements liés à la bande passante nécessaire au fonctionnement des serveurs du Groupe.

#### Facilités de crédit court termes et découverts bancaires

Tel qu'indiqué en note 25, le Groupe est engagé dans une ligne de crédit avec un syndicat de banques permettant de disposer de 350,0 millions d'euros au 31 décembre 2019. Au 31 décembre 2017, le tirage de 71,1 millions d'euros (75 millions de dollars) opéré en 2016 a été totalement remboursé.

Le Groupe dispose aussi de facilités bancaires sous forme de lignes de crédit court terme et de découverts bancaires autorisés auprès de HSBC plc, LCL et de BNP Paribas. Le Groupe pourrait ainsi disposer d'un montant maximum de 21,5 millions d'euros de facilités avec ces établissements bancaires. Au 31 décembre 2019, aucun tirage n'a été effectué. En cas de tirage, les intérêts sont calculés sur la base du taux Euribor 1 mois ou Euribor 3 mois.

S'agissant de financements court terme, les banques peuvent les dénoncer dans un très court délai.

Ces facilités intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement, mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception de la ligne de crédit de 350 millions d'euros pour laquelle les conditions sont respectées au 31 décembre 2019.

#### Note 30 - Parties liées

. 1 4

Le conseil d'administration, lors de sa séance du 17 décembre 2015, a décidé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 de dissocier les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général : (i) Monsieur Jean-Baptiste Rudelle assumant les fonctions de président du conseil d'administration et (ii) la direction générale de la Société étant assurée par Monsieur Eric Eichmann en qualité de directeur général.

Le 1<sup>er</sup> mars 2017, Mollie Spilman, *Chief Operating Officer*, et Dan Teodosiu, *Chief Technical Officer*, ont été nommés *Executive Officers*.

Le 25 avril 2018, le conseil d'administration a nommé le président du conseil d'administration, Jean-Baptiste Rudelle, *Chief Executive Officer*.

Le 19 Juin 2018, Criteo S.A. a signé un contrat de séparation et de transition avec Mr. Eric Eichmann, précédemment *Chief Executive Officer*, mettant fin à ses relations contractuelles respectivement, en date du 25 avril 2018 et du 31 aout 2018.

Le 5 juillet 2019, Mollie Spilman a démissionné de son poste de Chief Operating Officer.

Le 26 juillet 2019, Dan Teodosiu a démissionné de son poste de *Chief Technical Officer* avec effet au 30 septembre 2019, remplacé par Diarmuid Gill.

Le 25 novembre 2019, le conseil d'administration a nommé Megan Clarken, *Chief Executive Office*r, Jean-Baptiste Rudelle est devenu président exécutif et reste président du conseil d'administration

Au 31 décembre 2019, la Direction du Groupe est composée des personnes suivantes

- Jean-Baptiste Rudelle Executive Chairman
- Megan Clarken Chief Executive Officer
- Benoit Fouilland Chief Financial Officer
- Ryan Damon General Counsel and Corporate Secretary

Le montant global des rémunérations versées à la Direction du Groupe, incluant les charges sociales, est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	31 Décembre 2017	31 Décembre 2018	31 Décembre 2019
Avantages à court terme (1)	(2 961)	(3 743)	(3 421)
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(2)</sup>	(114)	(40)	(40)
Paiements fondés sur des actions	(10 449)	(6 787)	(4 113)
Total	(13 524)	(10 570)	(7 574)

<sup>1)</sup> Salaires, bonus et autres rémunérations

Il n'y a pas eu de transactions significatives relatives à des parties liées aux 31 décembre 2017, 2018 et 2019.

<sup>2)</sup> Régime de retraite à prestation définie

### Note 31 – Evènements postérieurs à la clôture

Au 31 décembre 2019, le Goodwill a fait l'objet d'un test de dépréciation, basé sur des éléments quantitatifs et qualitatifs. Aucune perte de valeur n'a été constatée (note 13). Postérieurement à la réalisation de ce test de dépréciation, le cours de l'action de la Société s'est détérioré. Une baisse soutenue du cours de l'action est un des facteurs qualitatifs à considérer, lors de l'évaluation des événements et circonstances pouvant constituer un indice de perte valeur du Goodwill. Le Groupe continuera à suivre l'évaluation de ces éléments durant l'année 2020 afin d'apprécier si une perte de valeur du Goodwill doit être considérée.

4 1 1 1

Le Groupe a revu les autres événements intervenus entre le 31 décembre 2019 et le 2 mars 2020, date de l'arrêté des comptes consolidés par le Conseil d'Administration. Aucun événement significatif ne requière un ajustement ou une mention supplémentaire dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019.